

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 469 - 1 €

CE QUI NOUS DISTINGUE : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire
1 €, 3 FS, £ 1
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire
4 €, 10 FS, £ 3

- il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un expl.: 1,5 €, 5 FS, £ 1,5
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl.: 3 €, 8 FS, £ 2

- le prolétaire -
No 469
Oct. - Nov. 2003
40^e année

DANS CE NUMERO

- Au Maroc, l'impérialisme français veut être chez lui
- L'«aide extérieure» de l'impérialisme américain, reflet de ses intérêts stratégiques
- Lutttes ouvrières aux Chantiers de St-Nazaire
- A propos du R.M.A.
- Disparition d'un vieux camarade: Bruno Maffi

De Bolivie un appel au prolétariat latino-américain et mondial

Après l'Argentine, après le Venezuela, après l'Equateur, après le Pérou, etc., c'est au tour de la Bolivie de voir la crise économique pousser les prolétaires et les masses pauvres de la population descendre dans la rue et s'affronter aux forces de répression de l'Etat bourgeois.

Les manifestations, grèves et émeutes qui ont finalement contraint le président Gonzalo Sanchez de Lozada à démissionner et à s'enfuir aux Etats-Unis sont le point d'orgue de plus d'un mois de manifestations et de protestations en Bolivie. Le point de départ immédiat de ces affrontements a été un projet d'exportation de gaz naturel confié à des firmes américaines (1). Ce projet a rencontré une large opposition dans une région appauvrie par la crise économique et les politiques gouvernementales d'austérité; les forces politiques bourgeoises et petites-bourgeoises qui sont à la tête de ce mouvement d'opposition en ont évidemment rajouté dans le sens du nationalisme et du chauvinisme, dénonçant la spoliation de l'Etat bolivien par les firmes yankees et le fait que le pipeline transportant le gaz devrait passer par une région conquise autrefois par le Chili sur la Bolivie!

Mais cela ne doit pas occulter le fait qu'à la racine du mouvement se trouve en fait la situation sociale désastreuse de grandes masses de la population. Des dizaines de milliers d'emplois ont disparu dans les mines, tandis que la politique d'éradication de la culture de la coca a provoqué la ruine de dizaines de milliers de petits paysans. Déjà en 2000 la décision de privatiser les services de l'eau, avait déclenché un vaste mouvement de protestation qui avait obligé le gouvernement de l'époque à revenir sur sa décision.

Au début de cette année la décision d'augmenter les impôts pour rétablir l'équilibre des finances de l'Etat avait provoqué la colère de larges couches de fonctionnaires; signe de l'ébranlement politique en acte dans le pays, les forces de police avaient manifesté et s'étaient livrées à des émeutes, réprimées par l'armée, pour réclamer des augmentations de salaire (elles obtinrent satisfaction)! Il faut dire aussi que le président Sanchez de Lozada, surnommé le *gringo* non seulement à cause de son accent améri-

(Suite en page 2)

Le capitalisme ne peut se réformer: On le combat ou on s'y soumet!

La classe dominante bourgeoise et ses laquais en tous genres s'efforcent en permanence de propager et d'entretenir l'illusion que le système capitaliste pourrait, de lui-même ou sous l'impulsion de mouvements y compris de lutte, surmonter progressivement ses contradictions, résorber peu à peu ses antagonismes, abandonner ses traits oppressifs pour devenir, selon une expression à la mode... **humainement supportable.**

Selon le marxisme au contraire le capitalisme est «le type d'économie et de société le plus antagonique que l'histoire ait présenté jusqu'ici; dans ses trois phases de formation, de développement et de résistance contre les forces qui visent à le détruire, il produit un taux jusqu'alors inconnu d'exploitation, de persécution, de souffrance humaine. C'est un record en qualité et en quantité, en puissance et en masse, en intensité et en étendue, et pour traduire tout cela en un langage éthique et littéraire qui n'est pas le nôtre, en férocité et en ampleur, puisqu'il a atteint les masses, les peuples et

les races de tous les coins du globe» (1).

Cette caractérisation le marxisme l'a appliquée au capitalisme dès son origine, dès les débuts de ce mode de production, alors que pourtant il remplissait le rôle historiquement progressif de détruire les modes de production archaïques et les anciens régimes correspondants: le capitalisme vient au monde «suant le sang et la boue par tous ses pores» s'exclame Marx dans «Le Capital» (2). Si la période «idyllique» du capitalisme progressif a été marquée par les massacres, les famines, la ruine, la misère et la répression, que dire des périodes suivantes où des massacres mondiaux de millions de personnes sont nécessaires pour faire survivre ce système?

Après la fin de la deuxième guerre mondiale et la défaite des régimes fascistes, s'est ouvert une «aire de paix»... au cours de laquelle il ne s'est pratiquement pas écoulé une année sans qu'éclate ici ou là une guerre. Et si sur la base des gigantesques destructions du conflit mondial, une ère de croissan-

ce économique vigoureuse s'est concrétisée dans les pays capitalistes développés grâce à l'exploitation intensive des prolétaires de ces pays et le pillage des pays «périphériques», cette croissance capitaliste a inévitablement débouché sur le retour des crises économiques cycliques que l'on disait appartenir à un passé révolu; le prétendu «néo-capitalisme» qui dans les années soixante affirmait avoir surmonté ses contradictions et qui promettait à ses citoyens ébahis la naissance prochaine d'une «société postindustrielle» et d'une «civilisation des loisirs» a laissé la place à la réalité de la baisse du niveau de vie, du chômage de masse et du retour de la misère même dans les pays les plus riches.

Partout, dans les pays capitalistes «développés» comme dans ceux «en voie de développement», le joug du capitalisme et de l'impérialisme s'est accru, partout les conditions des prolétaires et des larges masses se

(Suite en page 2)

La disparition de l'individu en tant que sujet économique, juridique et acteur de l'histoire, est partie intégrante du programme communiste original

(Compte-rendu de la réunion générale de Parme 1958)

Ce texte dont nous commençons la publication fait partie des travaux sur la question de la propriété où Amadeo Bordiga rappelle que pour le marxisme le socialisme n'est pas le passage à la propriété collective, que ce soit celle de petits groupes de producteurs (autogestion), de la nation (nationalisation) ou même de la société toute entière, mais la disparition du rapport de propriété lui-même. En même temps il développe une vigoureuse critique de l'individualisme qui est caractéristique de l'idéologie et de l'époque bourgeoises. A cet

individualisme dont la formule véritable est la **lutte de tous contre tous**, s'oppose non l'écrasement des individus qui est en fait sous le capitalisme la triste réalité pour le plus grand nombre, mais leur épanouissement au sein de la future société où l'humanité ne sera plus divisée en groupes en lutte les uns contre les autres, en classes antagoniques, en individus concurrents, et où, par conséquent, elle pourra pour la première fois se diriger consciemment elle-même - le communisme.

MARXISME ET PROPRIÉTÉ

Nous avons souvent traité de la formule qui dans le programme communiste oppose justement l'époque historique post-bourgeoise à l'époque actuelle. C'est à ce thème que fut consacrée la vieille étude dans *Prometeo*, première série, sur «Propriété et Capital» (1). Nous avons déjà discuté, et nous y sommes revenus à fond lors de la dernière réunion de Turin, la formule de propagande courante du socialisme d'avant-guerre: abolition de la propriété privée des moyens de production (et d'échange). Nous mettons la parenthèse parce que c'est indiqué ainsi dans un texte d'Engels.

Le substantif **abolition** n'a jamais été satisfaisant. Il dénote l'acte de **volonté** et convient aux anarchistes et (logiquement) aux réformistes. L'adjectif **privée** met en doute le fait que le rapport, qui se définit propriété, doive disparaître dans la société communiste, ou seulement changer de sujet.

La base des déviations et de l'immédiatisme, ancien et nouveau et toujours philistin, réside au fond dans la recherche de ce nouveau sujet. La propriété passera du privé (dans l'acceptation vulgaire: le gros patron) à des groupes de producteurs, à des districts de producteurs-consommateurs, à l'Etat, à

des catégories professionnelles ou même à des sous-classes sociales!

L'étude que nous avons effectuée à Turin et dans les «Corollaires» conduit à l'affirmation qu'il ne doit subsister aucun objet de propriété, comme c'est le cas dans les idéologies petites bourgeoises historiquement stériles: moyen de production ou d'échange, terre, installation fixe ou bien de consommation, y compris personnel.

Comme les formules approximatives ont une résistance terrible, nous nous sommes attachés à démontrer dans les «Corollaires», avec des pages lumineuses d'Engels et de Marx, que ce n'est pas là une position nouvelle mais, comme toujours la position classique du marxisme. Nous avons poussé la démonstration jusqu'à établir, d'après un passage fondamental du troisième Livre du *Capital*, qu'on ne peut même pas définir le communisme comme le passage de la propriété de la terre de l'individu à la société car le rapport entre la société et la terre, si on veut utiliser un terme du système juridique conventionnel, n'est pas un rapport de propriété mais d'**usufruit**.

Certains pensent peut-être qu'il existe des textes de Marx défendant la propriété personnelle, individuelle, des biens de consommation, au moins du travailleur salarié

qui ne l'a certainement pas tirée de l'appropriation du travail d'autrui. Il faut montrer qu'une telle façon de raisonner ne repose pas sur le marxisme mais sur une vague et inféconde philosophie de l'exploitation qui est à la source de nombreuses fausses positions de gauche actuelles (voir le Chaulieu de «Socialisme et Barbarie», théoricien valeureux, mais condamné au triste cercle immédiatiste).

Pour le marxisme, toute marchandise de la société actuelle est Capital - puisque le Capital n'est pas autre chose que la masse des marchandises qui circulent; c'est l'ABC! - et contient une fraction de plus-value, de travail extorqué, non payé. Celui qui achète avec de l'argent et consomme cette marchandise, s'approprie du travail d'autrui, même si au cours du cycle productif d'autres se sont appropriés le sien.

Quand nous rencontrons dans nos travaux ces aberrations à l'apparence innocente, il est nécessaire de revenir aux caractéristiques qui distinguent le capitalisme des formes précapitalistes de production, et de nous demander quelle est la définition exacte du mode de production capitaliste pour le marxisme classique.

Il serait ingénu de répondre que le capi-

(Suite en page 4)

Le capitalisme ne peut se réformer: On le combat ou on s'y soumet!

(Suite de la page 1)

sont détériorées.

Partout les dépenses sociales se réduisent comme des peaux de chagrin, en même temps que se multiplient les mesures d'aide aux entreprises capitalistes et les dépenses militaires. Les grandes organisations internationales sont obligées de reconnaître elles-mêmes que leurs objectifs sociaux annoncés à grands coups de trompe - comme l'accès à l'eau potable ou à l'enseignement pour toute la population du globe, sans parler de la fin de la pauvreté! - ne pourront être atteints, mais la production et le commerce des armes repartent vers de nouveaux sommets.

Au niveau international enfin, les guerres se succèdent les unes aux autres, sous l'impulsion de l'agressivité croissante non seulement de ses rivaux du soi-disant «camp de la paix» (voir la France en Afrique, la Russie en Tchétchénie, l'Allemagne dans l'ex-Yougoslavie), mais aussi d'Etats bourgeois comme l'Inde ou le Pakistan, pour ne pas parler d'autres Etats déchirés par d'instables rivalités bourgeoises.

LA CROISSANCE ENGENDRE LES CRISES

C'est la croissance du capital, la croissance économique elle-même, qui engendre les crises et l'éclatement de toutes les contradictions avec d'autant plus de violence que cette croissance a été plus vive et plus longue. «A fur et à mesure que les capitalistes sont contraints (...) d'exploiter à une échelle plus grande les moyens de production gigantesques déjà existants, et dans ce but, de mettre en action tous les ressorts du crédit, les tremblements de terre industriels - au cours desquels le monde commercial ne se maintient qu'en sacrifiant aux dieux des Enfers une partie de la richesse - deviennent plus nombreux, en un mot, les crises augmentent. Elles deviennent de plus en plus fréquentes et de plus en plus violentes déjà du fait que, au fur et à mesure que la masse des produits et, par conséquent, le besoin de marchés élargis s'accroissent, le marché mondial se rétrécit de plus en plus, car chaque crise antérieure a soumis au commerce mondial un marché non conquis jusque-là ou exploité de façon superficielle par le commerce. Mais le capital ne vit pas seulement du travail. Maître à la fois distingué et barbare, il entraîne dans sa tombe les cadavres de ses esclaves, des hécatombes entières d'ouvriers qui sombrent dans les crises».

Les capitalistes se livrent entre eux à une guerre de concurrence économique d'autant plus acharnée que les débouchés se restreignent; «cette guerre a ceci de particulier que les batailles y sont moins gagnées par le recrutement que par le congédiement de l'armée ouvrière. Les généraux, les capitalistes, rivalisent entre eux à qui pourra licencier le plus de soldats d'industrie» (3).

Ces phrases, tirées de conférences faites par Marx à des ouvriers allemands il y a plus d'un siècle et demi, paraissent avoir été écrites pour décrire le capitalisme ultramoderne actuel, où chaque annonce de vague de licenciements dans une grande société est saluée positivement par une hausse de ses actions à la bourse. L'explication est simple: après tout ce temps, malgré tout son développement, et en dépit des innombrables réformes qui lui ont été appliquées au cours de décennies et de siècles, le capitalisme n'a pas changé; il obéit toujours aux mêmes lois, fondamentalement il est toujours le même mode de production mû par la recherche du profit qu'il tire de l'exploitation d'une classe de sans-réserves - de personnes ne possédant rien d'autre que leur force de travail qu'ils sont obligés de vendre pour vivre. La société capitaliste est toujours traversée d'un

antagonisme irréductible entre les exploités et les exploités, entre la classe ouvrière et la classe bourgeoise, même quand cet antagonisme ne se manifeste pas dans une lutte ouverte entre ces classes. En effet pendant des périodes plus ou moins longues de prospérité économique, la bourgeoisie peut non seulement voiler mais même atténuer cet antagonisme en consacrant une petite fraction de ses profits à faire l'aumône de quelques concessions à certains secteurs de la classe ouvrière, voire à celle-ci tout entière. C'est alors que se met en place une gamme, plus ou moins grande suivant les pays, d'amortisseurs sociaux, sous la forme d'institutions d'Etat ou autres et que se répand parmi les prolétaires qui constatent que les choses s'améliorent, la conviction que la révolution n'est pas la seule solution pour améliorer leur sort. Car ce n'est pas principalement par la force de l'idéologie dominante que s'expliquent l'isolement et le rejet des révolutionnaires dans ces périodes, mais par cette réalité matérielle incontestable. Celle-ci est le fondement de l'influence du réformisme, adversaire intransigeant de la lutte révolutionnaire et défenseur fanatique de l'Etat et de l'ordre établi, que la bourgeoisie renforce tout à fait consciemment en faisant de lui le vecteur de ces améliorations.

* * *

Avec la fin - inévitable - de la prospérité économique, le capitalisme est contraint de reprendre les concessions accordées dans la période précédente pour maintenir la paix sociale, concessions qui maintenant lui paraissent exorbitantes. En même temps qu'il intensifie l'exploitation de la classe ouvrière, il se voit obligé de démanteler peu à peu le réseau d'amortisseurs sociaux édifié antérieurement pour huiler les rouages de la collaboration des classes parce qu'ils pèsent d'un poids intolérable sur ses profits malmenés par la crise. Mais du même coup, il porte involontairement un coup mortel au réformisme classique en sapant sa base matérielle. La conséquence, c'est que le capitalisme reconstruit ainsi lui-même les conditions objectives de la reprise de la lutte de classe.

Il n'existe cependant aucun automatisme en la matière. Les obstacles à la reprise non épisodique de la lutte de classe, de la lutte ouvrière révolutionnaire sont nombreux et ils ne disparaîtront pas du jour au lendemain. La bourgeoisie est consciente de la montée des périls et elle y répond préventivement par des mesures répressives, par ce que nous avons appelé le blindage de sa démocratie, ainsi que par des efforts pour maintenir sur pied des forces réformistes capables de contrôler et détourner les réactions. D'autre part la perte d'influence du réformisme classique, usé en outre par sa participation au gouvernement, laisse le champ libre à l'apparition de nouvelles forces sur l'échiquier politique. C'est le cas non seulement de l'extrême-gauche électoraliste (LO, LCR), mais de mouvements comme ATTAC ou les altermondialistes qui voudraient se constituer en mouvement d'opposition global, non pas au capitalisme, mais à l'«ultra-libéralisme» ou à la «mondialisation».

A la différence du réformisme traditionnel, né de la capture par la bourgeoisie d'organisations prolétariennes et dont la fonction est de contrôler la classe ouvrière, ces mouvements à base petite-bourgeoise se refusent à toute rhétorique «classiste» et «socialiste»: leur credo et leur objectif ne vont pas au-delà de la démocratie: démocratie participative, démocratie radicale, démocratie citoyenne, démocratie directe, démocratisation de la démocratie (!). Or la démocratie est le concept fondamental de l'idéologie bourgeoise; il sert à cacher la division de la société en classes aux intérêts opposés, la lutte de ces classes entre elles et surtout la domination de la classe bourgeoise institutionnalisée dans son Etat, fut-il le plus «démocratique». Si l'objectif de ces mouvements

est bourgeois, leurs méthodes ne peuvent être que réformistes, y compris quand elles incluent la violence: «la négociation est le but de l'action directe et les affrontements visent à créer suffisamment de pouvoir et de pression pour forcer le plus puissant à négocier» affirment ainsi sans fard des participants au «Forum social mondial» qui veulent combattre le «trop grand pouvoir» des entreprises (4). Parce qu'ils refusent par principe tout anticapitalisme, en raison de leur nature de classe, ces nouveaux mouvements réformistes qui rêvent d'un capitalisme humain, rationnel et compassionnel, finiront inévitablement au service du capitalisme réel, bestial et sans pitié, à la manière des organisations charitables «non gouvernementales» qui se transforment inexorablement en auxiliaires des armées impérialistes.

Contre tous les réformismes, anciens ou nouveaux, institutionnels ou extraparlementaires, les marxistes doivent réaffirmer qu'il n'y a qu'un seul moyen pour échapper au «monde de la marchandise», à la «tyrannie des multinationales», à tous les méfaits de la société actuelle: la révolution communiste internationale.

Et ils doivent rappeler que la crise du capitalisme ne peut jamais se transformer en

révolution sans la présence et la direction du parti de classe, sans son travail inlassable pour unifier, renforcer et centraliser les luttes prolétariennes vers l'objectif suprême de l'insurrection et de l'instauration de la dictature de classe, indispensable pour briser les résistances des classes ennemies et déraciner le capitalisme - et donc, en attendant, sans la lutte politique contre tous les obstacles et toutes les fausses alternatives que rencontre et rencontrera la classe ouvrière dans son effort pour se réorganiser de manière classiste et pour reconstituer son parti communiste international.

(1) cf «Force, violence, dictature dans la lutte de classe», Textes du P.C. International n°6. Une réédition de ce texte épuisé est en préparation.

(2) cf «Le Capital», Livre I, ch. XXXI (Ed. Sociales 1976, p. 555).

(3) cf «Travail salarié et capital», recueils de conférences faites par Marx en 1847 à l'Association des ouvriers allemands de Bruxelles.

(4) cf «Un autre monde est possible. Pour une autre mondialisation: le Forum social mondial», Ed. Parangon 2003, p. 59.

De Bolivie un appel au prolétariat latino-américain et mondial

(Suite de la page 1)

cain, mais aussi de l'appui grossièrement affirmé qu'il recevait des Etats-Unis, et qui était devenu l'un des hommes les plus riches de Bolivie en profitant des dénationalisations, ne jouissait pas d'un soutien politique étendu. N'ayant obtenu qu'un peu plus de 22% des voix aux élections présidentielles, il n'avait devancé que de peu Evo Morales, le candidat du MAS (Mouvement vers le Socialisme), représentant d'une organisation de paysans cocaleros et dénoncé comme un dangereux gauchiste par le gouvernement américain.

Le gouvernement décida de répondre par la répression ouverte à cette opposition au projet gazier. Le 20 septembre la répression de manifestants barrant les routes fit 7 morts; en réponse les manifestations et les barrages sur les routes se firent plus nombreux et la centrale syndicale COB appela à une première grève générale. Les 11 et 12 octobre, le gouvernement envoya l'armée mettre fin aux barrages mis en place à Los Altos - agglomération prolétarienne de 600.000 habitants qui occupe une place stratégique à

APRÈS LA CHUTE DU PRÉSIDENT, COALITION DES DÉFENSEURS DE L'ORDRE ÉTABLI

A peine intronisé, Carlos Mesa annonçait qu'il suspendait le projet gazier; comme par miracle il reçut aussitôt le soutien de tous les partis, de droite comme de gauche et des organisations syndicales paysannes et ouvrières. Non seulement Evo Morales du MAS, mais même Felipe Quispe, dirigeant d'une organisation de paysans plus radicale et qui aime bien déclamer une phraséologie révolutionnaire. La COB qui dans un tout premier temps avait appelé à continuer la grève générale - mais sur des objectifs bourgeois et nationalistes - leva immédiatement cette consigne. Le président de la Central Obrera Regional de Los Altos, branche de gauche de la COB, déclara que c'était le triomphe de peuple bolivien. Lula, le président du Brésil voisin envoya un ministre apporter son soutien au nouveau président.

Pour tout ce beau monde l'objectif est de mettre fin le plus vite possible à la révolte, de peur que l'unité populaire interclassiste contre le «gringo» ne laisse la place à l'apparition de positions classistes.

Mais le départ d'un président ne change rien à la réalité politique et sociale du capitalisme. Quelques jours à peine après son entrée en fonction, Mesa faisait tirer sur les paysans sans terre qui voulaient occuper des

l'entrée de La Paz. Des dizaines de personnes tombèrent sous les tirs de mitrailleuses, des centaines furent blessées. Le lendemain le gouvernement annonçait que la population serait consultée sur le projet gazier, mais cette timide reculade ne pouvait avoir aucun effet: la question du gaz était passée au second plan. Face aux manifestations et à la grève générale qui s'étendait, le président dénonça une tentative de «coup d'Etat anarco-syndical, ou plutôt narco-syndical», tandis que les Etats-Unis lui réitéraient son soutien et mettaient en garde contre «toute tentative de renversement par la force du président élu». Mais le 17 octobre alors que dans une gigantesque manifestation de dizaines et dizaines de milliers de personnes, dont 40 à 50 000 mineurs d'étain avec leurs casques et leurs bâtons de dynamite, manifestaient dans la capitale pour exiger son départ, avec des slogans comme «Ahora sí, guerra civil!» (maintenant oui, la guerre civile!) et parfois «pouvoir ouvrier!», Sanchez de Lozada qui avait pourtant juré de rester jusqu'à la mort, passait le pouvoir à Carlos Mesa, le vice-président, et se réfugiait aux Etats-Unis.

propriétés de Sanchez de Losada et de son ministre de la défense (18 blessés) et il déclarait que l'intérêt supérieur du pays demandait que soient respectés les accords avec les entreprises américaines.

Les prolétaires et les masses déshéritées de Bolivie seront confrontées aux mêmes problèmes quel que soit leur président, car tous ces politiciens bourgeois, de gauche ou de droite, ne font que suivre les injonctions du capital. Pour que leur lutte de résistance ne puisse être détournée et stérilisée sur des objectifs bourgeois, il faudra qu'elle s'attaque au capitalisme lui-même et à son Etat, c'est-à-dire qu'elle s'affirme ouvertement comme lutte de classe.

Les prolétaires de la petite Bolivie (8,5 millions d'habitants, le pays le plus pauvre d'Amérique latine) ont derrière eux une riche tradition de luttes ouvrières, mais ils ont aussi une longue tradition de trahison par les partis qui prétendent les représenter (2). Ils viennent de faire encore une fois la démonstration de leur combativité, sans se laisser intimider par la répression la plus féroce. Ils ont donné sur ce plan un exemple aux prolétaires du monde entier. Mais il sera plus difficile d'aller au delà, de se dégager de la sujétion aux orientations petites-bourgeoises

Au Maroc, l'impérialisme français veut être chez lui

Lorsqu'il a reçu Chirac en visite officielle au mois d'octobre, le roi du Maroc lui a déclaré, selon la presse, «vous êtes ici chez vous!».

Il s'agit-là de bien plus qu'une formule de politesse: le Maroc est en effet un pays qui intéresse beaucoup l'impérialisme français. La France est le premier «partenaire» du Maroc dans les domaines économique et touristique. Le commerce entre la France et le Maroc représente en moyenne le quart du commerce extérieur marocain. Selon les chiffres officiels, en 2002 plus du tiers des exportations marocaines étaient à destination de la France et plus du cinquième des importations en venaient; les investissements français constituaient la moitié du flux de l'investissement direct étranger tandis qu'ils représentent le tiers environ de la totalité des investissements étrangers effectués: plus de 500 entreprises françaises sont présentes au Maroc. La France est aussi le premier créancier du pays et le premier donneur d'«aide» bilatérale au Maroc. Chirac a confirmé lors de sa visite l'annonce faite par Raffarin pendant sa propre visite en juillet de doubler cette aide pour la période 2004-2006 (de 150 à 300 millions d'Euros) (1).

Ces déplacements répétés des dirigeants politiques français au Maroc s'expliquent par la concurrence accrue des autres impérialismes, et tout particulièrement de l'impérialisme américain. Les liens des Etats-Unis avec le Maroc sont anciens, notamment dans le domaine militaire-policié. Ceux-ci ont été récemment confirmés lorsque les Américains ont obtenu du Maroc qu'ils fournissent des spécialistes pour «interroger» les prisonniers arabes de Guantánamo: nul doute de la façon dont sont conduits ces «interrogatoires».

Actuellement les Etats-Unis pressent le Maroc de signer avec eux un accord de libre-échange, à la grande fureur des capitalistes français qui y voient avec raison une menace directe contre leur prééminence économique. Ce projet d'accord qui devrait être signé à la fin de cette année, provoque un discret mais «véritable bras-de-fer» (selon l'expression du quotidien patronal «Les Echos») entre les gouvernements français et marocain. Le quotidien marocain Attajdid écrit:

Bolivie ...

ses, de combattre les faux amis qui se présentent de tous côtés, bref de se placer sur le terrain de la lutte révolutionnaire de classe - et de constituer leur organe politique indispensable pour diriger cette lutte, à savoir le parti de classe. C'est une tâche historique qui ne peut être résolue par les seuls prolétaires de Bolivie, mais qui nécessite la collaboration des prolétaires du monde entier.

En luttant dans les rues de La Paz, d'El Alto, de Cochabamba, d'Oruro, de Warisata et d'ailleurs, les prolétaires et les masses déshéritées boliviennes ont lancé dans les faits un appel au prolétariat latino-américain et mondial: l'appel à briser la paix sociale, l'appel à renouer avec la lutte de classe, l'appel à reconstituer le parti révolutionnaire du prolétariat. C'est un appel qui devra être entendu par les éléments d'avant-garde pour que les ébranlements à répétition du réactionnaire statu quo social actuel sous le choc de la crise économique, puissent déboucher demain sur des perspectives d'avenir, sur des perspectives révolutionnaires.

(1) 80 % des réserves de gaz boliviennes, les plus importantes d'Amérique Latine, sont contrôlées par Petrobras (Brésil), Total, Maxus (entreprise franco-espagnole) et Repsol (Espagne).

(2) Voir notre brochure «La epopeya del proletariado boliviano. La lucha de clases en Bolivia hasta 1981»

«Face à la concurrence des Etats-Unis, la France conservera-t-elle ses intérêts stratégiques au Maroc et sa place de premier partenaire? (...) Le réchauffement des relations américano-marocaines pourrait entamer les privilèges dont bénéficie la France, d'autant plus que le Maroc n'a eu de cesse de demander une augmentation de l'aide française afin de soutenir sa politique sociale» (2).

Raffarin et plus encore Chirac se sont employés à resserrer les boulons. Non seulement ils ont affirmé que France appuiera la demande du Maroc à se rapprocher de la Communauté Européenne (Le roi Hassan II, père du roi actuel, avait même demandé son adhésion à l'Europe), mais le gouvernement français a décidé de soutenir le Maroc contre l'ONU à propos du Sahara Occidental - alors que le projet onusien de règlement de cette question sur la base d'un référendum d'autodétermination des populations sahraouies, était l'oeuvre des Américains! Pour faire bonne mesure Chirac n'a cessé de vanter au cours de son périple les mérites du roi, l'éternelle amitié franco-marocaine et l'exemple de démocratie donnée par le Maroc. Lorsque, pendant une conférence de presse, quelqu'un a eu le mauvais goût de lui demander son sentiment sur l'affaire du journaliste Ali Lamrabet condamné à 4 ans de prison pour critique du gouvernement, il a répondu que c'était une affaire intérieure marocaine dont il ne voulait pas se mêler.

Mais un autre point inquiète les bourgeois français: celui de la stabilité sociale du Maroc. Le 16 mai, dans la gigantesque métropole de près de 6 millions d'habitants qu'est Casablanca, 13 kamikazes ont attaqué des cafés et établissements français, italiens et espagnols et un centre juif, faisant en tout 43 morts et une centaine de blessés et semant l'inquiétude parmi les impérialistes français. «Le terrorisme est sorti des bidonvilles» s'inquiétait ainsi le journal «Le Monde».

Félicitant le Maroc d'être un rempart contre l'islamisme, Chirac a implicitement soutenu les mesures répressives qui se sont déchaînées après les attentats sous prétexte de lutte contre le terrorisme islamiste, tout en appelant, démagogue spécialiste de la «fracture sociale» oblige, à s'attaquer aux causes sociales. Ces mesures répressives sont en substance des mesures d'intimidation et de terreur contre les «classes dangereuses», contre ces masses de prolétaires qui s'entassent dans les bidonvilles et dans les quartiers pauvres des grandes villes. Ce qui pousse certains jeunes à accepter de se suicider dans des attentats, c'est la certitude de n'avoir aucun avenir dans cette société capitaliste. Un organe de presse spécialiste des intérêts impérialistes reconnaît: «Mauvaise répartition des richesses, faible distribution: le résultat est la quasi-absence de classe moyenne, un écart de développement considérable entre les pauvres et les riches qui ne cesse de s'accroître, affirment sous couvert d'anonymat des observateurs locaux et étrangers. Source d'inquiétude supplémentaire: le chômage est élevé, notamment chez les jeunes diplômés, réduits à vivre dans les bidonvilles!» (3).

Officiellement le taux de chômage est passé de 13,9 % (22% en ville) en 1999 à 12,7% (18,7% en ville) au premier trimestre 2002. Cependant ces chiffres ne sont guère fiables et les économistes marocains les plus lucides l'estiment supérieur à 30%. Officiellement aussi près du cinquième de la population (soit un peu plus de 5 millions de personnes) vivent dans des conditions très précaires, chiffre là aussi inférieur à la réalité. A Casablanca deux millions de personnes vivaient dans ces bidonvilles, complètement abandonnées des services de municipaux et sociaux. C'est cette misère qui pousse aussi nombre de jeunes à tenter au péril de leur vie la périlleuse aventure du franchissement de la Méditerranée pour gagner l'Espagne (et se

faire exploiter dans les campagnes où ils forment un sous-prolétariat sans droit et en butte perpétuelle au racisme) et l'Europe (en France la communauté marocaine, fortement prolétarisée, est estimée à 800.000 personnes).

Hassan II avait fait appel aux «socialistes» de l'USFP dans le but de parer aux tensions sociales, l'Armée et la Police restant pour plus de sûreté entre les mains d'hommes-liges du régime: il se souvenait des sanglantes émeutes de Casablanca il y a vingt ans. Pendant ce gouvernement il y eut une certaine libéralisation qui se continua avec l'arrivée sur le trône du nouveau roi, marquée par la libération de prisonniers politiques internés dans l'infâme bagne de Tazmemart et une liberté de la presse inconnue jusqu'alors; mais sur le plan économique et social le gouvernement de gauche marocain suivit une orientation aussi pro-capitaliste que ses collègues français. Le fait marquant au plan social fut la montée du chômage tandis que les quelques velléités réformatrices, comme par exemple sur le statut de la femme, n'aboutissaient à rien. On assista à la poussée des Islamistes qui se présentaient comme les seuls à se préoccuper des déshérités, les seuls opposants à un régime où la chose qui importe le plus, c'est la bonne marche des affaires de l'O.N.A. (l'Omnium Nord Africain), le principal groupe capitaliste marocain, propriété de la famille royale. Mais la nature réactionnaire des Islamistes peut se démontrer au fait que pendant cette période leur plus grande réussite fut l'organisation d'une campagne de masse, culminant dans une gigantesque manifestation de centaines de milliers de personnes, contre les timides tentatives gouvernementales de réforme du statut de la femme. Après les élections de septembre 2002 où les Islamistes «modérés» enregistrèrent un succès notable, un gouvernement de coalition entre l'USFP et la droite s'est mis en place, sur un programme où l'essentiel est la libéralisation économique et l'accessoire, les intentions sociales.

Le roi a profité du voyage présidentiel pour promulguer solennellement une réforme du statut de la femme qui a été chaudement saluée par Chirac et par les médias français. Marquant sans aucun doute un progrès indéniable en supprimant certaines dispositions qui faisaient de la femme une éternelle mineure, cette réforme ne va cependant pas jusqu'à reconnaître une égalité juridique entre hommes et femmes; par exemple la répudiation subsiste toujours, de même que la polygamie ou le fait que dans un héritage un homme compte comme deux femmes. Nombreux sont en outre ceux qui restent sceptiques sur son application dans les faits et qui y voient surtout une réponse aux accusations portées contre le Maroc (culminant dans la dénonciation en juillet par l'ONU des mauvais traitements subis par les femmes marocaines). Le problème de la condition de la femme, qui est particulièrement pesant dans les pays musulmans, ne pourra être résolu que par la lutte sociale et non par l'aumône de réformes concédées d'en haut: cela est vrai au Maroc comme dans les pays bourgeois qui se flattent de leur supériorité démocratique.

Pour cette question comme sur toutes celles qui regardent les conditions de vie et de travail des prolétaires, la solution ne pourra pas venir des réformistes socialistes qui ont démontré qu'ils n'étaient rien d'autres que des serviteurs zélés de la classe dominante marocaine en général et du palais en particulier; elle ne viendra pas non plus des Islamistes, courant réactionnaire et antiproletarien, d'autant plus dangereux par ses tirades démagogiques. Elle ne pourra venir des démocrates de toute nature qui cherchent le soutien de l'Etat contre les Islamistes, mais seulement de la **lutte de la classe ouvrière** entraînant derrière elle tous les exploités et tous les opprimés contre l'Etat bourgeois, en liaison avec les prolétaires des autres pays et en particulier des deux côtés de la Méditerranée en utilisant le trait d'union vivant que constituent les travailleurs émigrés. Ce n'est pas de l'absence de «démocratie» dont

souffrent les prolétaires et les masses marocaines, mais de la présence du capitalisme et de l'impérialisme. Leur objectif ne peut être l'instauration d'une véritable démocratie, mais la **destruction du capitalisme**, la révolution prolétarienne internationale.

Pour la constitution de la force de la classe ouvrière qui sera capable de mener et de vaincre dans cette révolution, la reconstitution de son organe spécifique, le **parti de classe** marxiste, internationaliste et international, est indispensable: c'est à cela que doivent travailler les éléments décidés à combattre la société actuelle et conscients que toute ses fausses alternatives sont mortelles pour les prolétaires.

(1) Chiffres du Ministère des Affaires Etrangères Français.

(2) Cité dans «Courier International», 23/10/2003

(3) cf «Le MOCI» n°1605

(EN PREPARATION)

«el programa comunista»

Organo del partido comunista internacional
N° 45 - Diciembre de 2003

- ¡ Internacional y mundial es el capitalismo; Internacional y mundial sera la lucha proletaria anticapitalista de clase !
- Irak es el mundo
- Consideraciones sobre la actividad orgánica del partido cuando la situación general es históricamente desfavorable (1965)
- Auschwitz o la Gran Coartada
- ¡ El golpe de Estado fallido en Venezuela es una advertencia al proletariado !
- Chile, a treinta años de distancia Los Estados Unidos de America en el límite de dos épocas
- La guerra imperialista en el ciclo burgués y en el análisis marxista (2)
- Los fabricantes de íconos a la obra: Creación de la Fundación Amadéo Bordiga

(64 pages, 3 Euro)

« Il Comunista »

n°85-86 (Bimestrale)
Luglio 2003

- Vecchia Europa, nuovi contrasti - La guerra in Iraq è finita... La guerra del capitale contro i proletari raddoppia ® Il referendum seppellisce la lotta in difesa dell'articolo 18 e apre la strada all'attacco sulle pensioni • Una parola sul velo islamico • A che cosa è servito il referendum sull'articolo 18? • Oto per mille, dalle tasche dei contribuenti alle tasche dei parroci o alle missioni militari • La ministeriale «lotta al fumo» è come la lotta contro i mulini a vento • Solo la rivoluzione proletaria può abbattere il mostro statale americano • Quadrante: Democrazia peruviana all'opera: massacro di scioperanti / Amazzonia ecuadoriana: strage di indigeni / Uranio impoverito: non fa male, parola di sottosegretario! / Treno sempre più veloce: strage ferroviaria in Spagna / la Polonia, a fianco degli USA nella guerra in Iraq, passa alla cassa-petrolio / Tavolta i filmati inchiodano i poliziotti / L'Arcivescovo in carcere • Presente e futuro delle rivoluzioni d'Asia • ASIA: Polveriera del mondo • Corrispondenza dalla Francia: L'«anno dell' Algeria»: sotto il segno della repressione e degli scontri sociali • Una parola sul velo islamico • La guerra in Iraq è finita... La guerra del capitale contro i proletari raddoppia • Sui movimenti di lotta del napoletano (dal 1995 al 2002)

La disparition de l'individu en tant que sujet économique, juridique et acteur de l'histoire, est partie intégrante du programme communiste original

(Suite de la page 1)

talisme est le système où il y a exploitation de l'homme par l'homme, non seulement parce que l'exploitation existait aussi dans d'autres modes de production qui pourtant n'étaient pas capitalistes, comme le servage ou l'esclavagisme, mais parce que la définition ne doit pas établir le rapport entre un individu et un autre, mais interpréter le cours de toute la dynamique sociale et les rapports entre les classes. Si la formule: exploitation d'une classe par une autre est meilleure, elle n'est pas complète.

Il est possible, au moins en théorie, d'envisager une société de propriété privée, et donc non socialiste, où il n'y ait pas d'exploitation de l'homme par l'homme ni d'une classe par une autre. Il suffit de penser à une société de petite production marchande, si on ne veut pas aller jusqu'à songer à une société de producteurs indépendants autarciques, c'est-à-dire agricoles et artisans qui ne consommeraient que des produits auxquels ils ont travaillé.

EXPROPRIATION ET NON APPROPRIATION

Pour notre école, donner la définition du capitalisme ne signifie pas définir une structure intemporelle, mais caractériser l'avènement historique de celui-ci. Tous les textes du parti expliquent que le capitalisme est défini chez Marx par la séparation du travailleur des conditions de son travail. Le capital se forme par l'expropriation des producteurs libres qui se retrouvent privés de terre et d'instruments de travail, et qui perdent tout droit sur les produits de leur travail. Ce sont ces relations et ces conditions dont ils sont contraints de divorcer; il ne leur reste plus que leur force de travail qu'ils vendent contre un salaire en argent. Le capital ne crée pas le «privatisme» que nous, les socialistes, viendrions ensuite détruire: les choses ne sont pas si simples. En réalité le capital «socialise», parce qu'il concentre en grandes masses les moyens de production éparpillés qu'il a arrachés aux libres producteurs; et il obtient par là un résultat économiquement et historiquement positif, parce qu'il implique la vaste coopération des travailleurs. Dans un premier temps ce système satisfait mieux que le précédent les besoins non seulement des capitalistes, mais de la société toute entière, y compris des travailleurs eux-mêmes, surtout pour ce qui est des biens manufacturés dont les pauvres étaient privés aux époques pré-bourgeoises.

La dialectique de l'expropriation des expropriateurs - que nous avons lue cent fois dans le *Manifeste*, dans le *Capital*, et dans l'*Anti-Dühring* - ne se réduit pas au rachat d'un péché, à la récupération de ce qui avait été volé, à un banal rendez à César ce qui est à César, comme le croît l'immédiatisme à courte vue. C'est l'ajout historique d'un bond en avant à un bond en avant antérieur, d'une révolution à une révolution, révolutions le plus souvent très éloignées dans le temps, mais qui toutes deux ont fait leur travail.

Avec le capitalisme la forme de production la plus collective a remplacé la forme privée, et cela vaut aussi en substance pour l'appropriation des produits. Ces derniers étaient auparavant répartis en quantités minimes entre les producteurs autonomes, qui pouvaient les consommer ou les échanger. Ils sont maintenant en grande partie à la disposition des possédants toujours moins nombreux d'entreprises.

Cette fraction des produits que nous appelons aujourd'hui biens capitaux ou instrumentaux (le premier terme est plus satisfaisant parce qu'il comprend mieux les produits semi-finis qui passent dans un autre

cycle de travail, en plus des outils et des machines) continue à circuler en grandes masses; seule la partie des produits finis que l'on appelle biens de consommation s'échange sur le marché en petites quantités contre de l'argent provenant du salaire des prolétaires, du revenu des capitalistes ou de ceux des classes issues de l'ancien régime.

Le capitalisme est par conséquent un mode de production non plus individuel mais social; seule sa forme de répartition est individuelle. Cependant cette seconde partie de la définition ne s'applique même pas aux biens capitaux qui constituent la majorité, mais uniquement aux biens de consommation directe que tout le monde achète, bien qu'évidemment en quantités qui ne sont pas égales.

Il faut noter que cette inégalité, tout comme l'injustice précédente, ne sert pas à définir le capitalisme dans notre doctrine; celui-ci se définit plutôt par la suppression de la liberté du producteur. Ce qui n'a pas empêché la superstructure politique de s'affubler de liberté, d'égalité et de justice.

Le socialisme proposera en fait tout autre chose que le fractionnement de la terre, des moyens de production et des produits en autant de parties qu'il y a de têtes humaines. Cela serait manifestement absurde pour les biens non directement consommables, et puéril pour les biens de consommation eux-mêmes.

RIGUEUR THÉORIQUE DE LÉNINE

Un texte de Lénine de la fin du XIX^e Siècle dont nous nous servirons plus loin, traite du thème vital de la **Théorie des crises**; il a pour titre (par dérision pour les révisionnistes) «*Pour caractériser le romantisme économique*». Le lecteur se souviendra peut-être que nous avons utilisé à plusieurs reprises la définition de romantisme pour les dégénérescences de la révolution russe.

Ce texte va nous être utile maintenant pour quelques citations qui démontrent que certaines orientations qui ont du mal aujourd'hui encore à pénétrer dans les cerveaux, sont depuis longtemps le patrimoine de notre école.

Lénine se moque de l'économiste russe Effroussi à cause de sa définition boiteuse des crises, qui est commune au grand Sismondi et à Rodbertus (l'Allemand qui prétendit que Marx avait plagié sa théorie du salaire). Lénine montre que de telles déformations de post-marxistes ne sont que la répétition d'erreurs qui avaient été dépassées et éliminées par Marx; nous pouvons étendre cette vérité jusqu'à nos jours, c'est-à-dire beaucoup plus d'un demi-siècle plus tard. Keynes et les théoriciens du **bien-être** se sont en effet arrêtés au même point qu'Effroussi, où s'étaient déjà arrêtés Rodbertus et Sismondi: la crise est une mauvaise relation entre la production et la consommation; pour la résoudre, il faut stimuler et accroître la consommation, surtout celle des salariés.

Lénine se moque de cette vérité de Lapalisse selon laquelle la crise se produit parce que l'on n'achète pas tout ce qui est produit, parce qu'il n'y a pas d'équilibre entre la production et la consommation, ou que cet équilibre fait défaut parce que le producteur (capitaliste) ne connaissait pas quelle était la demande. C'est là la conséquence mais pas l'explication de la cause. Lénine rappelle que la **sous-consommation** se retrouve dans toutes les économies mais que les **crises** n'existent que dans l'économie capitaliste.

Malthus et Sismondi s'opposaient aux économistes classiques parce que ces derniers faisaient découler la richesse sociale non de la production, mais de la consommation. Rodbertus ne fit qu'un petit pas en avant

en donnant comme cause la trop faible consommation des ouvriers; et il est à l'origine de l'immédiatisme réformiste et gradualiste. Sur cette ligne se trouvent encore aujourd'hui les économistes qui croient pouvoir dire un mot de plus que Marx; comme nous l'avons dit à Asti, ils ressortent Malthus qui confiait la consommation aux nobles terriens et aux curés afin de résoudre l'énigme économique! En Amérique le type idéal de ce curaton moderne est l'employé qui fait marcher l'économie avec son automobile, sa villa, sa télévision, etc.

Mais revenons à nos moutons. Lénine excuse Sismondi et Rodbertus, mais nous ne pouvons pas excuser Chaulieu ou Keynes. Les premiers ne «*pouvaient*» pas savoir «*qu'à la base de la critique du capitalisme on ne peut mettre de simples phrases sur le bien-être général (Sismondi) ou sur l'injustice d'une circulation abandonnée à elle-même (Rodbertus), mais il est nécessaire d'y mettre le caractère de l'évolution des rapports de production*». Ils ne pouvaient pas le savoir parce qu'ils écrivaient avant la naissance du marxisme.

Qu'est-ce qu'ils ne savaient pas? Personne ne le dit mieux que Lénine:

«*Les crises sont inévitables parce que le caractère collectif de la production entre en contradiction avec le caractère individuel de l'appropriation*». Ce théorème fondamental du marxisme est rappelé un peu plus loin avec l'adjonction d'une parenthèse: «*contradiction précisément d'un seul système, le système capitaliste, c'est-à-dire la contradiction entre le caractère social de la production (que le capitalisme a rendu sociale) et le mode privé, individuel de l'appropriation*».

Lénine ajoute: «*Anarchie de la production, absence de plan dans la production, que veulent dire ces expressions (bien connues)? Elles évoquent la contradiction entre le caractère social de la production et le caractère individuel de l'appropriation*» (2).

De ce passage de Lénine, nous retenons la notion de **sous-consommation**. De nombreuses époques ont connu ce phénomène qui provoquait la décadence de la population. L'époque capitaliste montre qu'elle en a horreur et poursuit le mythe de la surproduction, c'est pourquoi il lui faut surconsommation et surpopulation. Il est temps de nous libérer d'un autre complexe d'imitation de la forme bourgeoise: si c'est nécessaire pour renverser le capitalisme, la révolution prolétarienne ne peut pas hésiter à passer par une période de **sous-consommation**. La révolution de Lénine enseigne, voilà quarante ans, qu'il ne faut pas hésiter; mais l'objectif était la victoire du système socialiste et non du système capitaliste. Il reste toutefois un grand enseignement pour le prolétariat et pour son parti: la dictature révolutionnaire aura le caractère d'une dictature **sur la consommation**, seule façon pour désintoxiquer les esclaves modernes du Capital et les libérer des stigmates de classe qu'il leur a imprimés dans le corps et dans l'esprit.

C'est une chose incompréhensible pour tout cercle immédiatiste: commune, district, catégorie, classe de producteurs (nous devons aussi rappeler la vigoureuse phrase de Marx sur le **contrôle de la société qui ne doit pas remis à une classe de producteurs**, c'est-à-dire même à des non oisifs et des non exploités.). Et c'est une chose qui s'ajoute à la liste des impuissances de toutes les formes organisées qui ne sont pas le **parti politique**: syndicats, conseils d'entreprise, conseils locaux.

LA JUSTE FORMULATION

Encore une fois nous revendiquons l'intégralité de la formule marxiste. La forme capitaliste est celle qui sépare les travailleurs des conditions matérielles de leur travail. En accomplissant cette séparation avec des moyens violents et même inhumains, le capitalisme transforme la production individuelle en production sociale, mais laisse individuelle l'appropriation des produits.

Les libres producteurs expropriés par le capitalisme sont réduits à l'état de prolétai-

res qui n'ont aucune réserve et qui vivent en vendant leur force de travail contre de l'argent. Avec celui-ci ils achètent une partie des produits pour leur consommation personnelle, reproduisant de cette façon la force de travail.

Dans la forme socialiste la production reste sociale, et il n'y a donc pas propriété par quelqu'un des instruments de production, comme la terre et les installations fixes. Dans cette société il n'y a pas d'appropriation individuelle même pour la consommation; la distribution sera sociale et à des fins sociales.

La consommation sociale diffère de la consommation individuelle en ce que l'attribution physique des biens consommables ne se fait pas par l'achat mercantile et par le moyen monétaire.

Quand la société satisfait tous les besoins de ses membres qui ne sont pas contradictoires avec le plus grand développement social, **indépendamment** de leur plus ou moins grande contribution au travail social, toute propriété personnelle cesse et avec elle sa mesure, c'est-à-dire la valeur, et son symbole, l'argent.

Au début de la lutte du prolétariat moderne on a souvent utilisé des formules incomplètes, sans affirmer cependant que de ces formules représentaient l'expression intégrale de la doctrine. C'est à cela qu'il faut attribuer l'apparition fréquente de formules comme: *socialisation des moyens de production* ou bien *respect de la propriété personnelle du travailleur*. Historiquement ceci n'entraînait pas de grave équivoque quand était encore récente la capture de la petite propriété personnelle des instruments et des produits des travailleurs autonomes. C'est quelque chose d'analogue au fait que Marx lui-même ait été contraint de laisser des phrases sur la justice et la liberté des individus et des peuples dans l'Adresse générale de l'Association internationale des travailleurs (il fit en sorte de les mettre là où elles n'étaient pas nuisibles).

Aujourd'hui la course du capitalisme se trouve à un autre niveau de sa trajectoire, c'est-à-dire à celui que le marxisme classique a intégralement prévu; et il ne suffit pas qu'une formule d'agitation soit combattue frontalement par les pouvoirs constitués pour qu'elle soit utile à la classe ouvrière, comme c'était le cas à l'époque.

En poursuivant le travail des «*Corollaires*», nous avons le devoir de continuer à donner cette démonstration qui, pour l'épisode de la Première internationale, est fournie dans la lettre bien connue de Marx à Engels, afin de lever tout soupçon d'avoir voulu effectuer des ajouts de notre cru, là où d'autres opèrent des coupures dans le marxisme.

GRANDS SCHEMAS DE LA SOCIÉTÉ FUTURE

Les recherches toujours plus approfondies sur la littérature marxiste, réalisées même par ceux qui soutiennent qu'il faut désormais en finir avec toutes ces références à Marx, dépassé pour beaucoup, ont conduit à retrouver et à publier même les notes écrites par Marx dans les marges des pages des livres qu'il lisait et critiquait.

L'extrait que nous allons utiliser maintenant mérite une lecture attentive. C'est avec regret que nous y intercalons un commentaire qui en diminue la continuité et donc la puissance. Il est tiré de notes au sujet de l'oeuvre du James Mill, économiste anglais père de John Stuart Mill économiste et philosophe plus connu, que Marx cite abondamment dans ses oeuvres ultérieures et dans son «*Histoire des théories sur la plus-value*». Il s'agit ici de six pages écrites dans un cahier de notes. Plus que comme critique du système de Mill père, ces pages nous intéressent en tant que libre incursion de l'esprit de Marx dans le domaine de la société communiste dont on veut qu'il ne se soit jamais occupé

Il faut avoir présent à l'esprit que le jeune Marx (il avait 26 ans) avait dès cette époque fait la critique complète de l'idéalisme de

Hegel; il écrit l'avoir déjà toute développée dans son oeuvre: «Pour la critique de la philosophie du droit de Hegel» qui date de ces années. Toutefois sa forme d'exposition préférée, surtout dans une note non rédigée pour le public, ne pouvait pas ne pas flirter avec la méthode hégélienne, ce qu'il avouera encore de faire dans la préface du premier livre du «Capital», plus de vingt après.

Rien d'étonnant donc à ce que ce fragment où nous voyons un véritable Manifeste contre tout individualisme, place la polémique sous la forme individuelle d'un dialogue entre les personnages Moi et Toi. La cause est probablement que dans son exposition de la théorie de l'échange entre producteurs de marchandises qui satisfont différents besoins, Mill, selon la vieille habitude - encore vivante aujourd'hui - des économistes professionnels, fonde son analyse sur le cas élémentaire de Pierre qui a produit une marchandise utile à Paul.

Marx s'empare de cette hypothèse d'un rapport personnel; et, dialectiquement, il fonde sur elle une critique par laquelle l'égoïsme des deux personnes individuelles mesurable selon les économistes bourgeois, en valeur et en monnaie et en termes précis avec lesquels ils abordent l'affaire - s'élève au dessus des confins vils et bas d'une société mercantile. Tout au long de cette citation le souci de tout fonder sur des rapports réels et matériels est évident, bien que sa forme littéraire puisse avoir une saveur d'abstraction.

«Tu as certes en tant qu'homme un rapport humain à mon produit; tu as le **besoin** de mon produit. Celui-ci existe donc pour toi comme objet de ton désir et de ta volonté. Mais ton besoin, ton désir et ta volonté sont **impuissants** à l'égard de mon produit».

Nous demandons pardon pour cette interruption mais nous voulons clarifier que nous sommes dans le cas d'une société de propriétaires de produits. Le membre Toi ne peut pas simplement étendre la main et prendre le produit qui lui plaît tant du membre Moi, car la forme sociale le lui interdit.

«Cela (cette impuissance) signifie donc que ton être humain qui est nécessairement en relation intérieure avec ma production humaine, n'est pas ta **puissance**, ta propriété sur cette production, car ni la **particularité**, ni la **puissance** de l'être humain ne sont reconnues dans ma production».

Nous nous permettons d'indiquer le sens: la forme sociale ne reconnaît pas le droit de consommer ma production à un être humain **quel qu'il soit**; elle ne le reconnaît qu'à moi ou à celui qui me paie. Pardonnez ce langage trivial: Hegel c'est du passé!

«Ils (ton besoin, ton appétit intérieur) sont plutôt le **lien** qui te rend **dépendant** de moi, parce qu'ils te mettent sous la **dépendance** de mon produit. Loin d'être le **moyen** de te donner un **pouvoir** sur ma production, ils sont plutôt le **moyen** de me donner un **pouvoir** sur toi».

Jusqu'ici est décrite la société mercantile avide d'affaires. L'échange comme substitut en deux temps du troc primitif, est décrit par Mill comme le fait de deux volontés libres qui s'affrontent en souriant. Mais en réalité il s'agit de deux actes de consommation d'une puissance inhumaine. Ma puissance sur le pain qui t'enlèvera la faim est celle de te faire mourir; tu ne peux t'y soustraire que si tu disposes de l'argent qui passe en mon pouvoir, et que tu as reçu dans la mesure ou tu avais un vêtement à vendre. L'acheteur de ce dernier devait lui aussi posséder de l'argent, sous peine de mourir de froid. Lubies du jeune Marx? Qui ne reconnaît pas dans ces lignes le chapitre du «Capital»: «**Le caractère fétiche de la marchandise et son secret**» où le rapport entre les marchandises, indiqué à l'aide du candide signe mathématique «égal» devient un rapport entre les hommes et s'avère être un rapport pire que celui des loups entre eux?

Au récent congrès de philosophie, il paraît qu'on s'est beaucoup occupé de Marx. Un Jésuite l'a trouvé un philosophe fécond dans ses oeuvres de jeunesse, un autre professeur l'a jugé plus accompli dans maturité; plusieurs philosophes russes l'ont décrit com-

me étant toujours cohérent. Nous n'en dirons pas plus pour l'instant de ce Congrès, sauf qu'à notre avis, aucun de ces trois groupes n'a compris Marx, que les disciples de Staline nous transforment en dualiste.

VOL À TRAVERS LE TEMPS

Sans prévenir comme il fait toujours - à la grande confusion des censeurs - Marx saute d'un bond la forme historique mercantile et suppose que les citoyens Toi et Moi continuent leur dialogue. Nous savons bien que c'est désormais l'homme social qui dialogue avec lui-même. Mais le philosophe est là pour dire que nous avons tué en lui l'individu, arrêté avec notre collectivisme son ascension vers la Liberté et la Valeur, cloué l'Esprit à la Matière pour réduire les deux à un seul.

Marx ne s'attarde pas à réduire en pièces par un de ses sarcasmes cinglants, l'éternel contradicteur. Il va montrer comment, une fois l'égoïsme mercantile détruit en l'être humain, ce dernier accédera au niveau d'une plénitude de la vie inconnue jusqu'ici.

«Supposons que nous ayons produit en tant qu'hommes». Il nous faut nous arrêter; que le lecteur veuille bien, après, relire en sautant nos explications. Aujourd'hui nous ne produisons pas en tant qu'humains, mais en tant qu'esclaves salariés et comme marchands. Par conséquent la supposition que nous produisons sans être payés et sans vouloir l'être, signifie que nous sommes transportés dans la société communiste.

«Chacun de nous **affirmerait doublement** dans sa production **soi-même et les autres**». Personne ne s'est donc nié lui-même ni n'a nié son humanité comme le dit en ricanant le philistin. «J'aurai: 1. Dans ma **production**; **objectivé mon individualité**, sa **particularité** et j'aurai tout autant joui, au cours de l'activité, d'une **manifestation de la vie individuelle**, que de savoir affirmée ma personnalité en tant que **puissance objectivée, sensiblement constatable, élevée au-dessus de tout doute**. 2. Dans la **jouissance** ou l'utilisation de mon produit je jouirai aussi bien **immédiatement de la conscience d'avoir satisfait par mon travail un besoin humain** que d'avoir objectivé mon être **humain** et, par là, d'avoir procuré à un autre être humain l'objet qui lui convenait. 3. J'aurai été pour toi l'**intermédiaire** entre toi et l'espèce, j'aurais donc été connu et senti par toi-même comme le complément de ton être, comme une partie nécessaire de toi-

même; donc de me savoir confirmé dans ta pensée et dans ton amour. 4. J'aurai directement produit dans ma manifestation de vie individuelle la manifestation de ta vie et j'aurai donc **vérifié et réalisé directement dans mon activité individuelle mon être véritable, mon être humain, mon être social**»

Dans l'admirable rédaction de ce passage, on pourrait trouver que l'**individu** et le **moi** restent en jeu comme sujet logique et catégorie philosophique; rien de contradictoire en cela, mais jeu correct de la dialectique matérialiste: nous voulons arriver à l'expulsion de l'individu de l'histoire non par des exercices métaphysiques *sub specie aeternitatis*, mais comme résultat du développement historique. Il semble que le Moi et le Toi soient nos *drammatis personae*, mais l'épilogue est leur fusion dans une catégorie inconnue aux superstructures idéologiques des époques pré-communistes: l'**être humain, l'être social** dans lequel - confirmation de l'invariance historique de l'oeuvre de Marx - nous trouvons l'**Homme social** des Grundrisse de 1859. Il y a donc coïncidence avec le point d'arrivée de 1844: «**Mon être humain, mon être social**».

Il n'y a pas lieu de s'étonner si nous trouvons ces phrases dans des textes d'étude de Marx et non dans ceux destinés à la publication. Marx écrivait à une époque où l'Allemagne n'avait pas accompli le passage de la philosophie critique (bourgeoise) à la politique révolutionnaire libérale, qui sont deux aspects complémentaires de la lutte contre l'autorité scolastico-théologique et le despotisme politique absolutiste. Nous détruirons, nous marxistes, l'individu, mais nous avons historiquement besoin pour le faire que la révolution libérale l'ait émancipé.

Marx est parti de la critique d'un économiste qui voulait démontrer que la **bilatéralité** de l'échange est une «loi naturelle». Sa puissante déduction enlève brillamment au rapport sa caractéristique d'aller et retour, de «fais pour que je fasse» (*do ut des*) et libère l'acte productif de la condition mercantile. Dans la société mercantile, le producteur travaille pour trouver un acheteur, nous dit le texte. Dans la société communiste qui la remplacera, le producteur travaillera non pour vendre et pour trouver son individu «contractant», mais pour une finalité unilatérale qui est expliquée dans la magnifique série précédente où il n'y a plus la rémunération de la production de l'autre de la monnaie de l'autre. Le **dialogue** historique entre Moi

et Toi ne se dénoue plus, comme ce fut toujours le cas dans l'histoire, par l'assujettissement de l'un des deux, encore moins par leur équilibre et leur équivalence dans une société de producteurs libres, une démocratie mercantile ou, si l'on veut, une «démocratie populaire», vaine idéologie petite-bourgeoise. Le dialogue se termine après la victoire du communisme prolétarien par la fusion des deux personnages traditionnels dans la réalité unique de l'**Homme Social**.

La très haute vision, fondée ici en doctrine, du producteur qui trouve sa satisfaction non dans le besoin et la consommation du produit d'autrui, mais dans le seul fait unilatéral de produire et donc d'offrir, ne peut faire référence à une société de producteurs autonomes, mais seulement à une société de producteurs coopérants, qu'aucune frontière territoriale ou statistique ne divise plus.

Nous sommes ici arrivés au niveau de la production sociale intégrale liée à la jouissance sociale intégrale, où le but de la production n'est pas la consommation du producteur, mais le don de son produit à la société, dans laquelle il se reconnaît lui-même.

Pour preuve que ceci n'est pas un ajout de notre part, ni un voile que seul le passage d'un siècle nous permet de lever sur des paroles prophétiques, nous pouvons citer simplement les mots qui dans le texte en **notre possession terminent la citation**: «Nos produits seraient autant de miroirs dans lesquels se reflètent notre espèce commune...».

(1) L'étude sur «Propriété et capital» est en cours de publication sur «Programme Communiste»

(2) «Pour caractériser le romantisme économique», Oeuvres, Tome 2, p. 168, 169.

«el programa comunista» Suplemento al n° 44 Octubre de 2003

- Las lecciones del fracaso sangriento de la experiencia chilena
- Chile, a treinta años de distancia
- El carácter desastroso de la política de los frentes populares
- Los errores que siempre cometeries (precio : 0,5 €)

L'«aide extérieure» de l'impérialisme américain, reflet de ses intérêts stratégiques

Un examen de l'«aide extérieure» d'un Etat donne des renseignements sur les zones d'intérêt de cet Etat, c'est-à-dire sur les régions du monde qui sont importantes pour l'impérialisme en question, soit qu'il s'agisse de régions où il a des intérêts bien établis à consolider et à défendre soit de régions où il cherche à s'implanter. C'est ainsi que l'«aide extérieure» de l'impérialisme français est orientée prioritairement vers ses anciennes colonies africaines, ou celle du Japon vers l'Asie du Sud-Est. Même quand elle n'est pas «liée» à des investissements bien précis du pays qui la fournit, cette «aide extérieure» est tout sauf une aide désintéressée aux pays qui la reçoivent et encore moins à leurs populations: en parlant du Gabon, le fameux Foccard, le maître d'oeuvre gaulliste de la «coopération» franco-africaine, affirmait que «pour un franc d'aide publique, la France recevait en retour 2,80 francs, tandis que pour les investissements privés le retour était de onze francs pour un franc» (1).

Il est connu que les Etats-Unis, première puissance économique mondiale, déboursent proportionnellement moins d'aide que les autres impérialismes; reflet du fait que leur suprématie économique est encore indiscutable, leur slogan officiel est «*trade, not aid*»: du commerce, pas de l'aide! Il

n'empêche qu'ils sont malgré tout le plus gros fournisseur d'«aide» et que comme les autres impérialismes ils utilisent à fond leurs prêts ou dons en soutien de leurs intérêts lorsque la *free trade* risquerait de profiter aux concurrents ou lorsqu'il s'agit d'infléchir les orientations de tel ou tel Etat. Au cours des derniers mois le gouvernement américain n'a pas hésité une seconde à faire jouer publiquement le chantage à l'aide économique ou militaire pour amener une série de gouvernements à signer des accords garantissant qu'ils n'inculperaient jamais un soldat américain pour crime de guerre (!), ou pour en amener d'autres à soutenir leur guerre contre l'Irak. Ce genre de pratiques n'est pas une exception due à la brutalité yankee, mais la **règle** qui régit les rapports entre les Etats, même si habituellement cela n'apparaît pas sur la place publique.

ISRAËL ET L'EGYPTE, PREMIERS DESTINATAIRES DE L'AIDE AMÉRICAINE

En examinant les statistiques de l'aide publique américaine (les derniers chiffres disponibles datent de 2001) (2), il saute tout de suite aux yeux que les premiers pays destinataires en sont l'Egypte et Israël: ils totalisaient à eux deux 30,5% du montant

total en 2001, 52,2% en 2000, 41,3% en 1999. Cela démontre que ces deux pays et la région où ils se trouvent ont une importance considérable pour les Etats-Unis. Cette importance est encore plus évidente si l'on considère qu'ils représentent **plus de 80%** de l'«aide militaire» accordée par les USA dans le monde (80,5% en 2001, 85,3% en 2000, 85% en 1999).

Une bonne partie de l'«aide extérieure» qu'attribue l'impérialisme américain est de nature militaire: cela lui sert, en même temps qu'à renforcer son influence sur les Etats bénéficiaires, à promouvoir ses ventes d'armes dont il est de loin le premier exportateur mondial. Cette caractéristique est extraordinairement renforcée pour ce qui est d'Israël et de l'Egypte; C'est ainsi que si en 2001, 27% du total de son aide extérieure dans le monde était de nature militaire, la proportion grimpeait à 70,2% pour Israël et 76% pour l'Egypte! (3) Qui sont les victimes désignées de cet appui au militarisme israélien et au militarisme égyptien, sinon les masses palestiniennes et égyptiennes?

Ces chiffres font en tout cas justice du reproche souvent fait aux Etats-Unis d'être systématiquement anti-Arabs: les régimes arabes pro-américains - et parmi ceux-là le

(Suite en page 6)

L'«aide extérieure» de l'impérialisme américain, reflet de ses intérêts stratégiques

(Suite de la page 5)

régime égyptien se range dans les premiers rangs - savent qu'il n'en est rien et que l'impérialisme en chef est en réalité, comme eux-mêmes, l'ennemi des prolétaires et des opprimés, quelles que soient leur couleur de peau, leur nationalité ou leur religion.

Il faut toutefois ajouter que l'aide américaine n'est pas répartie également entre ces deux Etats, et qu'Israël en reçoit nettement plus que l'Egypte. C'est ainsi qu'en 1999, Israël recevait près de 24% de l'aide extérieure américaine et 50,5% de son aide militaire tandis que l'Egypte en recevait respectivement 17,5 % et 35,3%; en 2000, les chiffres correspondants étaient de 34,6 % et 59,9 % pour Israël et 17,6% et 25,4% pour l'Egypte; en 2001 on avait 19% et 48% pour Israël et 11,5% et 35,3% pour l'Egypte. Pour prendre une image parlante, en 2001 (année où la différence entre les deux pays était la moins marquée), l'aide **par habitant** accordée par les Etats-Unis à Israël était plus de 18 fois supérieure à celle accordée à l'Egypte.

Ce qui apparaît là, c'est une différence significative dans l'importance qu'ont ces deux pays aux yeux de l'impérialisme américain: Israël est toujours l'«**allié stratégique**» des Etats-Unis dans la région, leur point d'appui fondamental, incomparablement plus sûr et plus solide parce que socialement plus stable que la misérable Egypte arrachée à l'orbite soviétique, dix fois plus peuplée mais travaillée de lacérantes contradictions internes à la source d'émeutes ou d'explosions de terrorisme.

Ces conclusions sont confirmées par un rapport au Congrès américain sur l'aide américaine à Israël (4). On peut lire dans son résumé:

«Israël n'est pas autosuffisant sur le plan économique et il s'appuie sur l'aide étrangère et l'emprunt pour maintenir son économie. Depuis 1985 les Etats-Unis ont fourni annuellement 3 milliards de dollars de dons à Israël. Depuis 1976 Israël a été le plus grand bénéficiaire annuel de l'aide extérieure américaine et il est le pays qui en a reçu en tout la plus grande quantité depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. En plus de cette aide gouvernementale, on estime qu'Israël reçoit environ un milliard de dollars par an par philanthropie, une quantité équivalente à travers des prêts commerciaux à court et long terme, et environ un milliard de dollars en vente de Bons Israéliens. (...) L'aide américaine à Israël a quelques particularités uniques, comme des emprunts dont le paiement a été abandonné ou la promesse de fournir à Israël une aide économique égale à la somme due par Israël aux Etats-Unis pour ses emprunts précédents. Israël jouit aussi d'avantages particuliers qui ne sont pas accessibles à d'autres pays, comme l'utilisation de l'aide militaire américaine pour de la recherche-développement aux Etats-Unis, l'utilisation de cette aide pour des achats militaires en Israël, ou le fait de recevoir la totalité de cette aide dans les 30 premiers jours de l'année fiscale au lieu de la recevoir en 3 ou 4 versements comme pour les autres pays.

En plus de l'aide extérieure, les Etats-Unis ont fourni à Israël 625 millions de dollars pour développer et installer le missile anti-missile Arrow (projet en cours d'exécution), 1,3 milliard de dollars pour développer l'avion Lavi (projet abandonné), 200 millions de dollars pour développer le tank Merkava (réalisé), 130 millions de dollars pour développer un laser anti-missile (en

cours) et d'autres projets militaires. Au cours de l'année fiscale 2000 les Etats-Unis ont fourni 1,2 milliard de dollars supplémentaires pour financer les accords de Wye» (5).

Des antisémites pourraient conclure que c'est le résultat de la domination du lobby juif sur les Etats-Unis (et sur le monde, comme le déclare le dictateur de Malaisie); il faudrait alors conclure que ce lobby n'a commencé à dominer qu'au milieu des années 70! L'aide militaire américaine à Israël n'a en effet commencé à être conséquente qu'en 1974, à la suite de la guerre du Kippour. Les Etats-Unis ont alors ouvert largement les cordons de leur bourse pour renforcer leur quasi-unique point d'appui face aux pays arabes qui l'avaient affronté militairement et face à des monarchies pétrolières incertaines. L'aide américaine à l'Egypte n'est devenue significative qu'à la fin des années 70 et l'aide militaire n'a commencé qu'en 1981, en même temps que ce pays rompaît avec le bloc soviétique et s'ouvrait aux Etats-Unis.

Selon une étude des services gouvernementaux français sur le commerce et les investissements américains dans la région méditerranéenne: «*Les relations économiques des Etats-Unis avec les pays méditerranéens sont relativement faibles, polarisées sur Israël, l'Egypte, la Turquie et l'Algérie, et n'occupent une place de premier rang que pour les deux premiers pays. Cette situation est liée à la politique menée par les Etats-Unis, dont l'aide financière, civile et militaire, de 10 milliards de dollars par an environ (soit 40% de l'aide américaine mondiale) est destinée à 95% à Israël et à l'Egypte. (...) Au total, la région constitue pour les Etats-Unis un partenaire commercial mineur en volume d'échanges, mais stratégique compte tenu des intérêts sectoriels (pétrole) et politiques américains» (6).*

La politique actuelle des Etats-Unis au Moyen-Orient n'est donc pas circonstan-

cielle, ni due à des impératifs mercantiles immédiats ou à l'action de lobbies particuliers, mais répond à des intérêts impérialistes fondamentaux. Les prolétaires et les masses opprimées de la région n'ont pas face à eux les seuls Etats locaux - d'Israël aux Etats arabes - mais toute la puissance de l'impérialisme américain. La conclusion n'est pas que leurs luttes sont désespérées, mais qu'elles ont un besoin vital du réveil de la lutte de classe révolutionnaire au sein des pays impérialistes: c'est la tâche historique du prolétariat des grands pays capitalistes de frapper au coeur l'impérialisme, apportant ainsi une aide décisive à leurs frères de classe et aux exploités de tous les pays.

(1) cf «L'aide aux pays sous-développés, une bonne affaire pour l'impérialisme», Le Prolétaire n° 429.

(2) Tous les chiffres qui suivent sont calculés d'après le «Greenbook», US Overseas Loans and Grants, United States Agency for International Development (USAID), Cornell University.

(3) En 1996, Benjamin Netanyahu, alors premier ministre israélien, avait proposé que l'aide économique américaine à Israël soit en 10 ans graduellement supprimée et qu'en contrepartie l'aide militaire soit augmentée, quoique dans une moindre proportion.

(4) cf «Israel: U.S. Foreign Assistance», C.R.S. Issue Brief for Congress, 28/8/2001, The Library of Congress. Les chiffres fournis dans ce document diffèrent légèrement de ceux du «Greenbook»

(5) Cette somme supplémentaire accordée à Israël dans le cadre de ces «accords de paix», correspondait à une aide purement militaire.

(6) cf DREE, «Le positionnement américain dans la région Méditerranée», janvier 2002.

Luttes ouvrières aux Chantiers de St-Nazaire (suite)

Dans le Prolétaire n° 467, nous avons relaté les principaux conflits qui avaient touché les Chantiers de l'Atlantique à St-Nazaire sur le site du paquebot géant, le *Queen Mary II*, en voie d'achèvement (il sera inauguré le 13 décembre prochain). Depuis, la tendance ne s'est pas inversée car même si la rupture du contrat par Alstom, propriétaire des Chantiers, avec Ippokamos, permettant l'expulsion des travailleurs grecs en lutte pour réclamer ce qui leur était dû, a refroidi plus d'un prolétaire, surtout étranger et/ou précaire - le message du patronat étant des plus clairs: «si vous bougez à nouveau, on vous renvoie chez vous à votre misère sans rien!» -, les luttes n'ont pas cessé.

En effet, il n'y a jamais eu de véritable trêve sociale, même durant la fin du printemps, même si les revendications n'avaient à ce moment plus ou peu de rapport avec ce qui s'était déroulé durant les quatre premiers mois de l'année. Ainsi, en mai et juin, l'intersyndicale organisa des débrayages à la suite des difficultés rencontrées par Alstom; les syndicats dénonçaient évidemment les actions des patrons et du gouvernement ainsi que - chauvinisme teinté d'idées en vogue oblige! - le libéralisme mondial: quand les Chantiers de l'Atlantique ravirent aux chantiers britanniques la juteuse affaire de la construction du *Queen Mary II*, ils n'élevèrent aucune critique contre ce libéralisme...

Il y eut aussi des débrayages de prolétaires du site lors du mouvement du printemps dernier contre la réforme des retraites; le 13 mai 2.000 prolétaires des Chantiers se joignirent à la manifestation, parmi lesquels des précaires et des étrangers dont les Indiens d'Avco en remerciement de la solidarité reçue durant leur conflit. Cette manifestation a constitué le plus important cortège connu dans la ville depuis 1967 avec près de 20.000 personnes.

LA LUTTE DES TRAVAILLEURS ROUMAINS

En juin, ce sont à nouveau des Roumains qui allaient créer des perturbations dans le planning d'Alstom qui doit absolument respecter ses engagements de délai vis-à-vis de son client américain *Carnival* (qui contrôle l'armateur Cunnard qui affrètera le paquebot), qui représente actuellement à lui seul 75% des commandes de navire de ce type dans le monde. Puis, ce sera au tour d'une soixantaine de Polonais, arrivés fin février, qui se mettent en grève début juillet, juste avant le terme de leur contrat (le 7 juillet), afin de réclamer à Vulkan, leur employeur, polonais aussi, des droits identiques à ceux des prolétaires français conformément à la CCM (Convention Collective de la Métallurgie) avec, notamment, le paiement des heures supplémentaires comme telles et non en heures normales, la fin du travail 7 jours par semaine (rappelons qu'ils travaillaient jusqu'à 14 heures par jour), l'élimination dans

leur contrat de la clause qui prévoit le licenciement immédiat pour toute faute lourde ou pour absence (même pour maladie) avec retour au pays à leurs propres frais (on peut facilement imaginer les problèmes rencontrés dans un tel cas pour le voyage et à l'arrivée), et le paiement de la prime de grand déplacement et de 2 mois et demi de salaires; avant que les Roumains ne reviennent sur le devant de la scène sociale.

Déjà, en juin, les 92 Roumains de Klas Impex, sous-traitant d'Avco, société spécialement créée le 7/9/2001 (date des statuts) pour ce chantier par Aerimpianti et Tata, avaient débrayé, notamment le 20 juin; ils avaient manifesté à l'intérieur même du site pour faire connaître leur lutte et les raisons de celle-ci à leurs camarades de labeur et pour surveiller si les différents patrons n'avaient pas envoyé des jaunes continuer leur travail. La cause principale du mouvement était que deux d'entre eux venaient d'être licenciés illico presto par la direction, parce que considérés comme les leaders (1)

et parce que les pressions à leur encontre (certains ayant même reçu des menaces de mort) et contre leurs familles au pays se multipliaient. Mais ce n'est finalement qu'en août que leur lutte va être quelque peu médiatisée, prouvant que les problèmes rencontrés par nombre de prolétaires n'ont pas disparu ni même diminué malgré la signature le 5 juin entre les Chantiers et leurs 16 principaux fournisseurs et sous-traitants, dont Avco, d'une charte qui comporte un volet social, évidemment en leur faveur, malgré les réfutations du directeur du personnel d'Alstom; mais comment pouvait-il en être autrement puisqu'à la fin du même mois, le verdict rendu par le tribunal sur l'affaire des deux prolétaires morts sur le chantier en 2001 se résumera par ce seul mot: sursis! En effet, le directeur des Chantiers va être condamné à 1 an de prison avec sursis et celui d'une agence de travail temporaire à 6 mois (l'une des deux victimes était intérimaire): la peau d'un travailleur ne vaut pas cher aux yeux de la bourgeoisie!

Ainsi, alors qu'en juillet, on les menaçait du même sort que les Grecs parce qu'ils continuaient à réclamer leur dû, les Roumains se remettent en grève pour une durée illimitée le 19 août. Leurs revendications sont les suivantes: salaire horaire de 6,83 € comme le stipule leur contrat (alors que ça devrait avoisiner les 10 € selon la CCM), paiement de toute cette différence depuis leur premier jour de travail sur le site, paiement des heures supplémentaires comme telles (ils travaillent de 50 à 60 heures par semaine) et paiement des salaires de juin et juillet. Alstom réagit dès le lendemain en proposant une avance de 2.000 € pour chacun, remboursable quand leur employeur les aura rémunérés: en effet *time is money* pour Alstom et les délais impartis pour achever le navire s'amenuisent. Mais ça ne fait pas le compte: les travailleurs roumains, qui ont dû payer 600 € de leur poche (soit environ 3 mois de salaire pour un cadre dans leur pays)

pour obtenir leur emploi, sont opposés à cette proposition. Ils repartent défilier aussitôt, en démonstration de leur détermination à obtenir entière satisfaction. Peut-être se souviennent-ils aussi de leurs camarades employés en 2000 dans le sud-ouest de la France par une société allemande pour nettoyer des forêts victimes de la fameuse tempête de décembre 99. Le patron ne les paya pas et les abandonna à leur sort sous des tentes, obligés de compter sur la charité des habitants pour survivre; ils furent renvoyés chez eux avec une maigre obole.

Leur grève combative durera plusieurs jours; ils mirent en place des piquets, notamment aux 3 accès stratégiques des chantiers et organisèrent des manifestations sur le port et même à la mairie. Le 28, ils seront même rejoints par une manifestation contre l'«esclavage moderne» à l'appel de la CGT qui regroupant des Français, embauchés et précaires, des Polonais dont le contrat fut prolongé, des Portugais et les Indiens toujours présents. C'est seulement le 30 que la grève s'arrêtera à la suite d'accord entre l'employeur et les 92 Roumains qui devraient gagner 10 fois plus que dans leur pays sans ces irrégularités, véritable racket s'ajoutant au vol de plus-value légalement orchestré par le mode de production capitaliste. Car le 28, les Roumains, confortés par les mouvements de solidarité qui se créaient, jugeaient insuffisantes les garanties de Klas Impex d'accorder 3.200 € à chacun d'entre eux, malgré l'arrivée sous escorte de l'argent débloqué et de l'octroi d'une demi-journée pour se rendre à la Poste envoyer l'argent à leurs familles. Ils voulaient le remboursement des 600 € et le paiement rapide des 1.300 € restant ainsi que l'assurance d'avoir du travail jusqu'au terme du contrat, c'est-à-dire le 15 octobre. Le travail reprend donc le premier septembre mais pour peu de temps car ce nouveau mois sera marqué par de nouvelles actions.

En effet, le 3 septembre 400 travailleurs

A PROPOS DU R.M.A.

Raffarin l'avait dit et il le fait. Lui et son gouvernement s'occupent de la «France d'en bas», c'est-à-dire du prolétariat. La classe des exploités n'est en effet pas oubliée de la politique menée par le gouvernement «antifasciste» puisqu'elle en est sa cible. D'ailleurs, il n'est pas une journée où elle n'est pas visée recevant coup sur coup les directs de la droite bien plus efficaces pour la bourgeoisie que les précédents crochets de la gauche mais qui l'ont déstabilisée. Ainsi, outre les travailleurs immigrés légaux ou sans-papiers, la jeunesse des banlieues comme celle des campagnes (1), les prolétaires à la retraite (et non tous les retraités), les travailleurs embauchés ou précaires du privé comme des secteurs publics, les prolétaires se livrant à des activités «illégalées» pour survivre comme les prostituées ou les consommateurs de substances illégales (pas plus dangereuses que les drogues légales qui rapportent énormément à l'Etat bourgeois), les prisonniers (2), etc..., ce sont les plus exclus des chômeurs qui sont visés avec le projet de loi instituant le Revenu Minimum d'Activité (RMA) qui ne remplacera nullement le Revenu Minimum d'Insertion (RMI) mais qui s'y ajoutera. En effet les parlementaires vont débattre sous peu d'un projet qui n'est que la suite du PARE (3) mis en place par la gauche plurielle avant qu'elle soit laminée lors de la dernière élection présidentielle, visant à faire du RMI un tremplin pour la réinsertion des chômeurs bénéficiant de cette allocation née en 1989. Selon elle, le RMI, depuis son instauration, «n'a pas abouti» à la tâche qui devait être la sienne: renvoyer ces chômeurs de longue durée n'ayant plus droit aux miettes des ASSÉDIC vers les bagnes de l'industrie.

On peut résumer ce projet de loi, qui a de

grandes chances de passer tel quel, étant donné le nombre d'organisations bourgeoises et petites-bourgeoises de l'«opposition» ou d'associations «quart-mondistes», avec à leur tête Emmaüs de l'abbé Pierre (grande figure du spectacle démocratique), qui y sont favorables. En outre les médias ont joué leur rôle en publiant un sondage montrant que 75 % de la population y seraient également favorable. Le RMA s'adressera à une partie des presque 1,1 million de chômeurs allocataires de ce revenu de misère institutionnalisé dont le nombre progresse chaque année (+ 1,57 % pour l'année 2002) et dont la moitié y sont abonnés depuis plus de 3 ans. Il les renverra sur le marché de l'emploi par un contrat de travail n'excédant pas 20 heures par semaine et renouvelable deux fois pour une durée ne pouvant dépasser 18 mois. Ainsi, ces chômeurs recevront leur RMI plus un complément de la part de l'employeur (qui pourra évidemment l'exonérer de ses charges) payé sur la base du SMIC horaire; soit, selon les dires de la propagande bourgeoise, l'équivalent mensuel d'un SMIC.

Il y aura en outre un changement significatif: le RMI, et par conséquent le RMA, ne sera plus financé à la fois par l'Etat et les Conseils Généraux, mais seulement par ces derniers; c'est-à-dire qu'il ne sera plus financé par les divers impôts et taxes dont l'Etat se nourrit généreusement mais par les seuls impôts «locaux». Cela ouvrirait bien évidemment la voie à des différences de traitement selon la richesse des finances locales et le caractère prolétarien plus ou moins marqué de la population.

Si la bourgeoisie veut modifier le RMI, c'est parce qu'elle s'est aperçue que ses bénéficiaires n'ont jamais ou que trop rarement cherché d'emploi calculant qu'ils ne

gagneraient rien de plus ou à peine plus à travailler, perdant ou voyant diminuer les diverses aides qui s'ajoutent, en fonction d'un tas de critères individuels, à ce revenu. Car travailler pour beaucoup signifie souvent se déplacer pour des horaires de courtes durées et de plus en plus disséqués, dans des lieux toujours plus éloignés où les transports en commun manquent ou sont rares, avec des horaires non adaptés et des tarifs exorbitants ou sont limités du fait d'une «insécurité», véritable alibi pour n'en mettre que là où ils peuvent rapporter de la plus-value, et donc utiliser leur propre moyen de transport individuel avec tous les problèmes que cela engendre (le marché des contrôles techniques est une pompe à fric très lucrative pour la bourgeoisie). Cela signifie aussi, par exemple, trouver une garde pour les enfants en bas âge ou pour ceux en âge de scolarité en dehors des heures d'école parce que les structures d'accueil manquent et que lorsqu'il y en a, leurs horaires de fonctionnement sont généralement adaptés pour les petits-bourgeois (alors que dans le même temps, on accuse les prolétaires de ne pas s'occuper de leurs enfants et de les laisser traîner dans les rues à toutes heures et qu'on les sanctionne de plus en plus pour cela). Et cela signifie aussi, point parmi quelques autres mais d'importance, perdre tout revenu si on travaille durant le RMI mais pas suffisamment longtemps pour récupérer des droits aux allocations-chômage.

Mais voilà, avec le RMA tel qu'il est proposé, si le RMIste refuse pour quelque motif que ce soit d'accepter la mission proposée pour effectuer un ersatz d'emploi, ce revenu, qui permet à un bataillon de l'armée industrielle de réserve de plus d'un million d'âmes de ne pas (encore) dormir dehors et/ou crever de faim, lui sera suspendu voire supprimé; nombreux risquent d'être les prolétaires sans-emploi à tomber dans un maels-trôm de problèmes toujours plus importants

et plus graves car, de ce fait, il leur deviendra impossible de payer leur loyer, leurs factures, leur nourriture, tout ceci engendrant des conséquences ignobles comme l'expulsion du logement, des coupures d'eau ou d'électricité, des problèmes de santé ou de malnutrition (4), etc...

Le RMA est donc un PARE s'adressant à la partie la plus démunie et la plus exclue de la société et dont la mise en place permettra en fait :

- de flexibiliser toujours plus ;
- de précariser toujours plus la force de travail par des contrats et du travail à temps partiel ;
- de renouveler régulièrement cette force de travail pour de courtes durées quotidiennes et hebdomadaires afin d'accroître encore et toujours la productivité (5) ;
- d'avoir une main d'œuvre à faible coût toujours plus grande ;
- de renforcer le contrôle sur l'armée industrielle de réserve et, en conséquence, sur l'ensemble du prolétariat ;
- de pousser les RMIstes à redevenir par la suite des chômeurs «comme les autres», c'est-à-dire entre les mains des ASSÉDIC qui radient les sans-emplois ou suspendent leurs allocations de plus en plus facilement alors que ces mêmes allocations sont de plus en plus difficiles à obtenir pour des durées et des taux journaliers de plus en plus faibles ;
- enfin de supprimer à plus ou moins long terme l'amortisseur social, créé par le gouvernement de gauche de Rocard, qu'est ce RMI servant à diviser davantage les chômeurs, modifier à volonté leurs «droits», d'empêcher d'éventuelles explosions sociales de chômeurs sans revenu, etc... pour en arriver à mettre tout le monde dans une même précarité: celle du droit aux allocations-chômage.

Mais derrière le RMA se cache aussi un

(Suite en page 8)

manifestent en direction de la sous-préfecture afin d'obtenir des garanties sur le maintien ou la réglementation des visas des travailleurs hors-UE jusqu'au règlement final des différents problèmes et sur le respect des contrats de travail des prolétaires français et étrangers, puis mettent en place à nouveau des piquets aux accès du site. Ils anticipent le «séisme» du 4 quand Alstom, qui va connaître par ailleurs une semaine de grève des embauchés les plus récents afin d'obtenir un rattrapage de salaire vis-à-vis des «anciens», rompt le contrat d'Avco qui a décidé d'attaquer les Chantiers devant les tribunaux; leurs avocats accusant ces derniers de «faire porter le chapeau [à leur client] pour justifier les retards qui vont bientôt se faire jour» le jetant «en pâture pour cacher des problèmes qui ne sont pas» ceux d'Avco. Aussitôt, ses 300 salariés et les 200 dispatchés entre ses propres sous-traitants, c'est-à-dire des travailleurs français, polonais, indiens, roumains et autres, s'organisent afin de parer à toute interdiction éventuelle d'accès au chantier et se mettent en grève. Mais la direction des Chantiers (seul site bénéficiaire d'Alstom actuellement!) essaye de ruser en annonçant qu'elle conservera le personnel des sous-traitants d'Avco; elle ajoute qu'il lui faudra néanmoins mettre les bouchées doubles au travail. Les Roumains sont évidemment satisfaits, contrairement aux 150 Indiens qui se voient déjà rentrer dans leur pays (où un ouvrier peut gagner jusqu'à 80 € par mois mais où les salaires couramment pratiqués tournent autour de 25 € mensuels).

Le 5, nouvelle manifestation de ces derniers qui se retrouvent dorénavant sans travail et avec des problèmes de cartes de séjour (renouvelées tous les 3 mois au bon vouloir d'Avco; ils rejoignent leurs camarades d'Avco en faisant les 20 km qui sépare leurs lieux de logement et de travail à pied car c'était la filiale de Tata qui fournissait le bus et assurer le transport, en perturbant quelque peu la circulation, afin de renforcer les piquets de grève. Car ces Indiens ne sont pas sauvés bien qu'appartenant en réalité à une autre société (on l'apprendra officiellement

le 11/9), Voltas, qui les avait détachés à Avco; bien au contraire, comme le confirmera rapidement la réponse de la direction très claire à ce sujet: ils recevront leur salaire de septembre, leurs congés payés et le billet retour pour l'Inde par un charter en partance de Nantes (c'est-à-dire, à proximité car on n'est jamais trop prudent...). Le lendemain, les Chantiers, pour calmer la tension qui pourrait déboucher un conflit plus important, annonce via *Ouest-France* qu'une commande de 2 paquebots par Festival pourrait s'ajouter aux 2 navires commandés par l'Italien Mediterranean Shipping Cie; mais cela montre que le carnet de commandes n'est pas si fourni que cela et qu'il est tout à fait logique que le spectre du chômage partiel au mieux, voire du licenciement au pire, hante les esprits des embauchés d'Alstom et ceux des prolétaires oeuvrant chez les sous-traitants de la région ou en rapport avec le site. Le 8, les Chantiers annoncent qu'ils vont réembaucher les Polonais et les Roumains; les Indiens continuent leur mouvement en revendiquant d'être payés avant leur retour dans leur pays: ils se doutent que là-bas ils ne toucheront rien, et qu'il leur sera difficile de lutter face au puissant conglomerat Tata.

Le 9, c'est Avco qui passe devant le tribunal de commerce pour un éventuel dépôt de bilan suite à la rupture du contrat pour non-respect des délais et problèmes d'organisation générale, ce qu'elle conteste, ses dirigeants affirmant au contraire «être en mesure de conduire le chantier à son terme dans les temps». Alors qu'entre temps, elle était sollicitée par 6 fournisseurs lui réclamant un total de 760.000 € et s'était engagée à payer la totalité de ses dettes aux Indiens (qui n'en recevront qu'une partie) qui restent sans emploi comme une vingtaine de Français et une poignée d'Écossais attendant toujours le paiement du salaire d'août et qui vont continuer leur piquet aux principaux accès des Chantiers (le 10 après des échafaudées avec un non-gréviste, la police intervient), Avco est condamnée à organiser un plan social collectif et non pas basé sur des

licenciements individuels (ce qui serait une infraction sociale de plus comme celles qui ont servi d'alibis aux Chantiers pour rompre le contrat). Néanmoins les Indiens vont continuer leurs actions, diffusant des tracts, investissant les locaux de la CCI de St-Nazaire (le 18) afin que sa hiérarchie intervienne auprès des Chantiers responsables, selon eux, de la situation, s'invitant au départ d'une course de voiliers, occupant la mairie (le 26), etc... Car leur situation est différente de celle des Français et des Écossais, pour qui le dépôt de bilan d'Avco n'est pas un problème puisqu'ils seront payés par les Assurances de Garantie des Salaires; s'ils continuent à refuser la paye de septembre et le billet de retour pour l'Inde afin de tenter d'obtenir les mêmes droits que leurs camarades, ces mêmes billets ne seront plus garantis et ils seront, de toute façon, expulsés du centre d'hébergement (2) le 30 septembre et connaîtront certainement des problèmes de papiers.

La fin de septembre va voir aussi son lot de débrayages et de manifestations de travailleurs des Chantiers toujours inquiets sur leur avenir en raison des problèmes d'Alstom; leur nombre a baissé de 5.000 à 4.200 depuis 2001, seuls de rares départs en retraite ayant été comblés par des embauches. Mais ce sont alors les bonzes de l'USM-CGT qui gardent les choses en main avec une orientation chauvine du genre «les commandes ont grimpé de 26 % dans la navale depuis janvier 2001» et en conséquence «la France a une place à prendre». Cependant le 29 septembre, les salariés d'Alstom sont rejoints par les Indiens, les deux dizaines de Français en grève et les Roumains. Le 30, au lendemain des premiers essais en mer du *Queen Mary II*, les Chantiers rompent le contrat de Klas Impex pour défaut d'exécution car, une fois de plus, le travail est de nouveau stoppé par les travailleurs en grève pour réclamer entre 1.200 et 1.900 € d'arriérés de salaires; la société qui doit déboursier 330.000 € pour payer, dédommager et rapatrier sa main d'œuvre, saisit alors le tribunal, mais sans succès. Avco subit le même sort pour n'avoir pas su maintenir la paix sociale

parmi ses travailleurs. Les Roumains repartent chez eux, à Buzau, le dimanche 12 octobre par cars (avant l'heure prévue pour éviter tout problème) comme précédemment les Grecs et les Italiens (dont on ne sait s'ils ont obtenu satisfaction), avec des retards de paiement des 3 semaines travaillées en septembre et d'une partie d'août.

* * *

Voilà où en était la situation à la mi-octobre, c'est-à-dire deux mois avant l'inauguration du paquebot, dans cette fourmilière où le montage «exotique» enrobé d'une énorme couche de précarité n'a pu empêcher l'éclatement des luttes. Indépendamment du résultat contingent de ces luttes - qui n'ont cependant pas été des défaites - et de leur dimension réduite, leur importance tient à la démonstration pratique faite par ces prolétaires de diverses nationalités qu'il est possible de lutter et de faire reculer les patrons dans les conditions les plus difficiles (risque de licenciements, d'expulsions pour les étrangers des pays n'appartenant pas à l'UE, fichage sur listes noires pour les intérimaires, répression probable à leur retour dans leurs pays d'origine); et surtout qu'il est possible de surmonter les barrières de langue (3), d'entreprise et de nationalité pour faire de la lutte et de la solidarité ouvrières une réalité. Ils ont montré la voie à suivre demain pour tous les prolétaires.

(1) L'un des deux sera réintégré par la suite et l'autre reclassé... en Italie!

(2) A noter que chaque travailleur paie la totalité du loyer pour se loger. On imagine donc très bien le profit réalisé grâce à ce racket organisé par les sociétés louant leurs logements et les divers «marchands de sommeil» quand on sait que les prolétaires étrangers s'entassent souvent à 5 ou 6 par logements (souvent minuscules d'ailleurs)...

(3) Les meilleurs exemples furent les tracts en plusieurs langues et les discours avec traductions lors des réunions, débrayages, etc.

A PROPOS DU R.M.A.

(Suite de la page 7)

projet qui reprend des points de lois existantes ou ayant existé dans les pays les plus riches (les autres ne pouvant rémunérer leurs innombrables chômeurs) au fil de diverses périodes, en rapport bien évidemment avec la situation économique du moment. Car ce genre de loi pour faire trimer les plus pauvres de la classe la plus pauvre, celle qui n'a que ses chaînes à perdre, pour quelques miettes à peine plus nombreuses que celles dont ils bénéficient passivement, n'est pas nouvelle. Son origine remonte évidemment aux débuts du capitalisme développant ce fléau qu'est le chômage en véritable épidémie régulière dans son berceau : la Grande-Bretagne. Durant la seconde moitié du XVIII^{ème} siècle, soit un siècle après la Révolution menée par Cromwell, le développement du capitalisme engendrant celui du salariat fut tel qu'un grand nombre de travailleurs, surtout dans les campagnes les plus reculées où la société fut totalement bouleversée, quand ils ne perdirent pas leur travail, virent leurs salaires baisser à un tel point que pour atténuer tout mécontentement pouvant engendrer des luttes ou des émeutes, la bourgeoisie mit sur pied une assistance officielle (6) pour compléter ces salaires ou donner un minimum à ceux écartés de la production mais qui n'était garantie qu'en contrepartie d'un travail forcé et encadré par l'administration paroissiales dans les *work-houses* ou à domicile. Elle

instaura même un système en 1795-96, alors que dans le même temps le temps de travail fut augmenté à des fins économiques et politiques du fait de la période révolutionnaires sévissant chez le voisin et concurrent français, un revenu complémentaire aux bas salaires, indexé sur le prix du pain et qui avait pour condition principale l'obligation faite au prolétaire la recevant de rester, en cas d'inactivité, à disposition de la paroisse, exerçant toujours son contrôle et son influence.

On peut constater une fois de plus que, comme l'assassin revient toujours sur les lieux de son crime, le capitaliste revient toujours sur les traces de ses prédécesseurs remettant à jour de vieux concepts car les bourgeois ont compris depuis longtemps le bien-fondé du recyclage des idées politiques. Le RMA s'inspire très largement des modèles anglo-saxons et notamment de la politique du *Welfare to Workfare* de Tony Blair en attendant peut-être de s'inspirer de ces mêmes travaillistes dans les années 30 qui avaient conçu des bagnes pour les chômeurs.

Un système tel que le RMA, sorte de STO de temps de paix, doit être combattu et dénoncé; il ne vise nullement à éliminer le RMI mais à éliminer les RMistes en les forçant à travailler pour des durées et des salaires minimales. Il n'est pas non plus un projet élaboré pour réinsérer ses bénéficiaires comme la bourgeoisie tente de nous le

faire croire mais un projet visant à attaquer sur tous les plans et toujours davantage l'ensemble du prolétariat qui n'est plus à l'abri de tomber dans de semblables situations, et ce dans un délai de plus en plus rapide: aujourd'hui aucune de ses fractions n'est protégée des licenciements de quelque nature qu'ils soient; la **précarité** étant devenue le **fléau quotidien** de chacun de ses membres.

- Non au RMA et au RMI ancien ou nouveau!

- Non à tout revenu minimum inférieur au SMIC lui-même fortement réévalué!

- Pour un emploi à temps complet pour tous les prolétaires avec des salaires, des conditions de travail et des horaires permettant de vivre décemment!

- Embauche de tous les précaires, de tous les chômeurs et de tous les exclus de la société capitaliste!

- Salaire égal sans différence d'ancienneté pour tous les prolétaires y compris en préretraite ou en retraite!

(1) Alors que la bourgeoisie, par l'intermédiaire de ses médias, nous parle d'une baisse de la délinquance, dans le même temps, on nous montre que celle-ci progresse en milieu rural. Mais voilà, la bourgeoisie, pour désengorger les banlieues prolétaires avec ses célèbres cités, multiplie les constructions de cités pavillonnaires HLM, qui poussent comme des champignons, dans les coins les plus reculés de campagne dans

des villages complètement démunis sur bien des points des commerces de proximité aux lieux divers de rencontre en passant par les services de santé, etc..., déplaçant les prolétaires, et notamment les plus démunis d'entre eux, de plus en plus loin.

(2) Environ 85 % de la population carcérale est issue du prolétariat.

(3) Voir à ce sujet «Réforme des allocations-chômage et R.T.T. : les grandes escroqueries de la bourgeoisie européenne» in «Programme Communiste» n° 98.

(4) Contrairement aux petits-bourgeois et autres opportunistes professionnels, nous ne combattons pas la malbouffe mais la malnutrition qui fait des ravages au sein du prolétariat à travers le monde.

(5) Quand la vérité sort de la bouche des bourgeois: le 4 mars dernier, le quotidien «Le Monde» citait un administrateur du constructeur automobile japonais Toyota qui avait osé dire que si la productivité était à Valenciennes supérieure de 20 % de celles des sites britanniques de Burnaston et de Deeside, c'est parce qu'«en France, il y a beaucoup de chômeurs et (qu') en conséquence ceux qui ont un emploi ont tendance à travailler plus dur»; propos qui ont soulevé un véritable tollé outre-Manche notamment dans le quotidien de gauche «The Guardian» le même jour. Néanmoins, cet exemple, parmi d'autres, est significatif des cadences imposées en France

(6) Marx et Engels le décrivent très bien dans divers textes, notamment dans «Le Capital» et dans «La situation des classes laborieuses en Angleterre».

Disparition d'un vieux camarade: Bruno Maffi

Bruno Maffi, qui avait consacré toute sa vie à l'activité politique contre la société bourgeoise, est mort cet été à l'âge de 94 ans.

Rarement dans le parti il parlait de lui, mais le peu que nous savons de sa vie personnelle suffit pour dire qu'il n'a jamais mis en avant des intérêts personnels, un «prestige» individuel, selon cette tendance, quasi inévitable pour les intellectuels dans cette société, de souligner constamment ce qui les place au-dessus des autres. Bruno a été un des dirigeants du mouvement qui se réclamait directement de la Gauche communiste d'Italie, et qui s'était organisé en 1943 en *Partito Comunista Internazionale (Battaglia Comunista)*. En 1952 cette organisation, secouée par une profonde crise interne sur la question de l'analyse historique et politique de la période et sur la conception même du parti et des méthodes à suivre pour sa reconstitution, se divisa en deux: une partie guidée par Onorato Damen et qui continua, grâce à la sanction des tribunaux bourgeois, de publier les organes du parti, et une autre inspirée par Amadeo Bordiga, qui commença alors à publier un nouveau journal «Il Programma Comunista» (en 1965 elle prendra le nom de *Parti Communiste International*, en conséquence de son développement international, sans doute limité mais bien réel, mais aussi pour affirmer le caractère nécessairement international du parti de classe, y compris dans la phase embryonnaire de sa formation).

Bruno Maffi qui, venu de l'antifascisme, avait adhéré aux positions de la gauche communiste dans les geôles mussoliniennes au contact de Damen et autres militants, s'était rangé du côté de Bordiga et de ses camarades dans le travail de clarification politique au sein du vieux P.C. Internazionale; il devint l'un des responsables du nouveau parti. Après la mort d'Amadeo Bordiga en 1970, il recueillit par **sélection naturelle** le rôle de responsable central du parti qu'il occupa jusqu'à la grave crise interne du début des années 80.

Nous n'avons pas l'intention de faire la nécrologie d'un individu, et nous reviendrons ailleurs de façon plus complète sur le bilan non de Bruno, mais du parti dont il a été le dirigeant pendant de longues années. Plus d'une fois le travail de Bruno fut décisif pour orienter le parti dans la bonne direction, pour

donner la solution marxiste à des problèmes particulièrement difficiles posés par la situation: on pourrait citer ici en guise d'exemples la question de l'attitude vis-à-vis du terrorisme, la question de Crise et Révolution, la lutte contre l'indifférentisme ou la question syndicale.

En tant que matérialistes, nous savons que les difficultés rencontrées par le parti dans son développement international furent la base matérielle de déviations politiques et théoriques qui secouèrent l'organisation. Les contradictions qui parcouraient la vie du parti dans une situation qui était (et est toujours) encore **défavorable**, concentraient leurs lignes de force, comme c'est normal dans une organisation centralisée, sur les militants qui faisaient partie de sa direction. Il y a des raisons matérielles, et donc objectives, qui expliquent comment, à un certain moment d'une activité à contre-courant, un camarade peut céder et commencer à transiger d'abord sur des questions organisationnelles, puis sur des orientations tactiques, puis, si le glissement n'est pas arrêté à temps, sur des positions politiques et sur les principes. Quand le centre du parti commence à se laisser influencer par l'impatience, par la peur de rater des occasions, qu'il se laisse aller à des expédients pour élargir les rangs de l'organisation ou pour conserver en son sein des forces de fait hétérogènes, etc., les conséquences sont bien plus graves et les effets de cette dégénérescence bien plus dévastateurs. Ce genre de choses est arrivé à des partis aussi formidables que le parti de Lénine et que l'Internationale communiste, et c'est arrivé aussi à notre parti.

Ces défaites sont le prix à payer dans la lutte entre les forces du communisme révolutionnaire et les forces de la conservation bourgeoise; quelles que soient leur ampleur elles ne peuvent empêcher la renaissance de l'organisation politique du prolétariat, à condition que soit tiré le bilan de la défaite, et elles ne pourront empêcher la victoire finale du communisme révolutionnaire.

Il faut reconnaître à Bruno Maffi l'effort tout sauf facile auquel il consacra toute son énergie pour endosser et remplir du mieux possible la tâche de responsable central du parti après la disparition d'Amadeo Bordiga, en cohérence avec toute l'orientation théorique, programmatique et politique de

notre courant.

Mais à la fin sa résistance contre les tendances révisionnistes et liquidatrices cédèrent, jusqu'à lui faire perdre l'orientation marxiste correcte que la Gauche communiste a toujours défendu avec intransigeance. Lorsqu'éclata la grave crise du parti au début des années 80, il se retira, désorienté, de la lutte politique pour se consacrer à une action devant la justice bourgeoise afin de se voir restituer la «propriété» d'«Il Programma Comunista». Avec au départ quelques camarades, il reconstitua au cours des années une organisation hétérogène sur une base dans un premier temps exclusivement italienne, dont la caractéristique était de faire comme si rien n'était arrivé, comme s'il n'y avait aucune leçon à tirer de la crise, comme s'il n'y avait aucun problème politique à discuter! Rien d'étonnant si au moment de sa disparition, cette organisation est en pleine crise.

Enfin, injure suprême à la lutte permanente du parti et de Bordiga contre la notoriété individuelle et le culte des grands hommes, il créa une Fondation Amadeo Bordiga chargée de défendre la mémoire et la «personnalité» de ce dernier grâce aux subventions de l'Etat...

Le marxisme est étranger à tout sentimentalisme; la disparition d'un vieux militant ne peut servir de prétexte à passer l'éponge sur ses fautes, d'autant plus graves quand s'agit d'un responsable central. Mais le marxisme ne cherche pas des coupables individuels, des bouc-émissaires à des faiblesses et des erreurs collectives. Comprendre les raisons politiques, les causes matérielles qui poussent des militants éprouvés à perdre la boussole, des partis à dégénérer, autrement dit faire l'analyse et tirer le bilan des échecs du parti de classe, est indispensable pour reprendre le combat après une défaite. C'est cela qu'Amadeo Bordiga et ses camarades dont Bruno Maffi, ont fait dans ce second après-guerre après la terrible défaite de la révolution mondiale.

Et c'est sur la base de ce gigantesque et irremplaçable patrimoine que nous travaillons aujourd'hui à la reconstitution du parti de classe international, sans nous laisser arrêter par le fait que certains de ceux qui y avaient contribué le plus se sont égarés et ont fini par se renier.

**LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ
NOTRE PRESSE INTERNATIONALE!**
«le prolétaire» / «programme
communiste» / «il comunista» /
«el programa comunista»

Points de contact:

Toulouse: Vente au marché St Sernin, tous les dimanches de 11h à 12h 30.

Aix-en-Provence: réunion de lecteurs, le 8 novembre. Rendez-vous devant le Flunch 15h, Place du Général de Gaulle.

Paris: Nous contacter pour les prochaines dates de réunion de lecteurs.

SOUSCRIPTION PERMANENTE 5e liste 2003

Anonyme: 25 / Gw 50 / Jean-Pierre: 7,5 / Jean-Pierre (Marseille): 13,50 / Jean-Paul: 7,5 / Jo.: 7,5 / Paris: 530 / Roger: 32 / Victor: 60

Total liste: 553
Total général: 4790,90 Euros

CORRESPONDANCE:

Pour la France: Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon

Pour la Suisse: Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens

Pour l'Italie: Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926.
Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**